

CONTRAT

Nom du contrat	SAINT ANDRE LES ALPES
Numéro de contrat	C4430
Société titulaire	C.G.E.
Activité	Eau

Date de signature : **NON**

Date de visa Préfecture : **04/04/2003**

Date de délibération : **05/08/2002**

Manque :

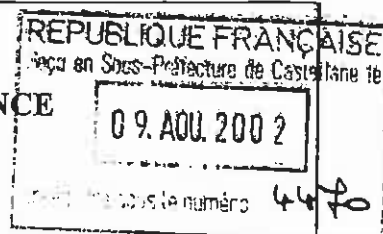
- **L'inventaire des biens**
- **La statut du personnel**
- **La plan du périmètre**

DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

ARRONDISSEMENT DE CASTELLANE

Commune de SAINT ANDRE LES ALPES

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



L'an deux mil deux le 05 août à 19 Heures le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jacques BOETTI, Maire.

Date de la convocation : 29 juillet 2002.

Date d'affichage : 29 juillet 2002.

Etaient présents : PRATO S. GROULET M. CHOQUET J.M. CICCOLI O. SERRANO P. GILARDONI R. MICHEL J. VACCAREZZA F. GERIN D. GIBERT J. GUENEBEAUD P.J. LEYDET G.

Absents : GARIN G. GERIN - JEAN F.

Secrétaire de séance : GROULET M.

Objet : Service de l'eau et de l'assainissement . Contrats d'affermage.

Monsieur le Maire expose au Conseil :

Le contrat de délégation de service public qui lie la Commune à la Compagnie Générale des Eaux (contrat d'affermage eau potable) signé le 01 octobre 1984, arrivera à échéance le 31 mars 2003. Il en est de même pour le contrat d'affermage du service d'assainissement.

Il y a donc lieu dans un premier temps de se prononcer sur le futur mode de gestion du service de distribution publique d'eau potable et assainissement de la Commune.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, après en avoir délibéré,

Considérant que les priorités en matière d'eau potable sont :

- la qualité sanitaire de l'eau distribuée
- les périmètres de protection
- la maîtrise de la qualité dans les réseaux
- la qualité du service rendu aux usagers

en matière d'assainissement :

- la gestion des boues d'épuration
- la dépollution des eaux usées

Considérant les rapports de gestion du délégataire ;

Considérant les nouveaux cahiers des charges modèles ;

Considérant que la Commune n'a pas actuellement la capacité de gérer au mieux ces services publics et souhaite avant tout en préserver, voire, en améliorer la qualité ;

Considérant que jusqu'à présent la gestion de ces services en affermage a donné entière satisfaction ;

DECIDE de lancer une procédure de délégation de service public, procédure Loi Sapin, pour les contrats d'affermage des services d'eau et d'assainissement de la Commune.

DIT que les membres de la commission de Délégation de Service Public seront ceux de la Commission d'Appel d'Offres ;

Le Conseil Municipal :

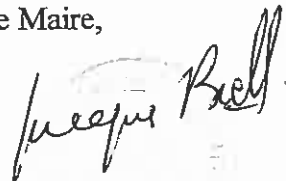
Précise que le Maire peut recourir à l'assistance d'un cabinet spécialisé dans la délégation de services d'eau potable et d'assainissement afin d'accompagner la Commune dans ses démarches liées à l'ensemble de la procédure sus-mentionnée et autorise le Maire à signer le contrat de prestation de service à intervenir.

Dit que les dépenses qui en résulteront seront imputées sur les crédits que le Conseil s'engage à ouvrir sur le budget annexe du service de l'eau et de l'assainissement.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

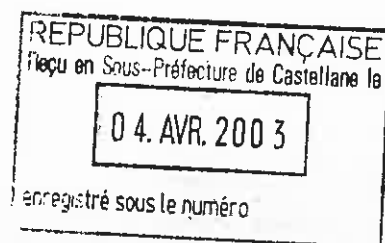
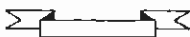
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE - PROVENCE

**COMMUNE DE
SAINT- ANDRE - LES - ALPES**



CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE



SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES

Pages

ARTICLE 1 - FORMATION DU CONTRAT	7
--	---

CHAPITRE I - ECONOMIE GENERALE ET DUREE DU CONTRAT

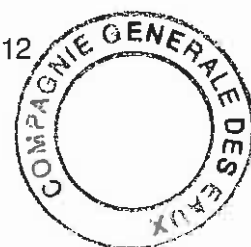
ARTICLE 2 - DEFINITION D'AFFERMAGE	7
ARTICLE 3 - DUREE	8
ARTICLE 4 - RESPONSABILITE DU FERMIER	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES	8

CHAPITRE II - OBJET ET ETENDUE DE L'AFFERMAGE

ARTICLE 6 - ETABLISSEMENT DU SERVICE.....	9
ARTICLE 7 - EXCLUSIVITE DU SERVICE.....	9
ARTICLE 8 - DEFINITION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE.....	10
ARTICLE 9 - REVISION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE.....	10
ARTICLE 10 - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES.....	10

CHAPITRE III - EXPLOITATION DU SERVICE

ARTICLE 11 - REGLEMENT DU SERVICE.....	10
ARTICLE 12 - DEMANDE D'ABONNEMENT.....	11
ARTICLE 13 - OBLIGATION DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS.....	11
ARTICLE 14 - REGIME DES ABONNEMENTS	11
ARTICLE 15 - CONTROLE PAR LA COLLECTIVITE	12
ARTICLE 16 - CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS	12



CHAPITRE IV - REGIME DU PERSONNEL

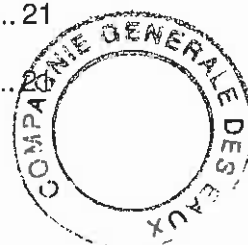
ARTICLE 17 - STATUT DU PERSONNEL.....	12
ARTICLE 18 - AGENTS DU FERMIER.....	12

CHAPITRE V - REGIME DES TRAVAUX

ARTICLE 19 - PRINCIPES GENERAUX.....	13
ARTICLE 20 - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	13
ARTICLE 21 - EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN.....	13
ARTICLE 22 - REGIME DES BRANCHEMENTS.....	14
ARTICLE 23 - REGIME DES COMPTEURS.....	14
ARTICLE 24 - RENOUELEMENT.....	15
ARTICLE 25 - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS	16
ARTICLE 26 - REGIME DES EXTENSIONS SUR L'INITIATIVE DES PARTI- CULIERS.....	17
ARTICLE 27 - DROIT DE CONTROLE DU FERMIER	17
ARTICLE 28 - INTEGRATION DES RESEAUX PRIVES	17

CHAPITRE VI - FINANCEMENT

ARTICLE 29- REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.....	18
ARTICLE 30 - PART COLLECTIVITE.....	18
ARTICLE 31 - PRIX ET TARIF DE BASE	19
ARTICLE 32 - EVOLUTION DU TARIF DE BASE	19
ARTICLE 33 - MODULATION DES PRIX	21
ARTICLE 34 - PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS.....	21
ARTICLE 35 - TRAVAUX NEUFS.....	21
ARTICLE 36 - FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX NEUFS	21



ARTICLE 37 - FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX D'ENTRETIEN	22
ARTICLE 38 - VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIERES.....	22

CHAPITRE VII - REVISION DES PRIX ET DES FORMULES DE VARIATION

ARTICLE 39 - REVISION DU PRIX DE L'EAU ET DE SON INDEXATION	22
ARTICLE 40 - REVISION DES PRIX ET DE LA FORMULE DE VARIATION DES TRAVAUX NEUFS ET D'ENTRETIEN	23
ARTICLE 41 - PROCEDURE DE REVISION	23

CHAPITRE VIII - REGIME FISCAL

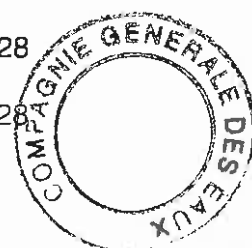
ARTICLE 42 - IMPOTS.....	23
ARTICLE 43 - TRANSFERT DE T.V.A.....	24

CHAPITRE IX - GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX

ARTICLE 44 - CAUTIONNEMENT.....	25
ARTICLE 45 - SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES	25
ARTICLE 46 - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE	26
ARTICLE 47 - SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE.....	26
ARTICLE 48 - ELECTION DE DOMICILE.....	27
ARTICLE 49 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS.....	27

CHAPITRE X - FIN DE L'AFFERMAGE

ARTICLE 50 - CESSION DE L'AFFERMAGE	27
ARTICLE 51 - CONTINUITE DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE.....	27
ARTICLE 52 - REMISE DES INSTALLATIONS	28
ARTICLE 53 - REPRISE DES BIENS	28
ARTICLE 54 - PERSONNEL DU FERMIER.....	28



DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS TECHNIQUES

CHAPITRE XI - DEFINITION DU SERVICE

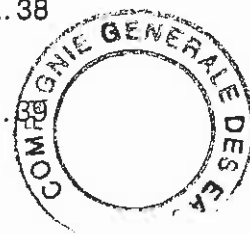
ARTICLE 55 - INVENTAIRE DES BIENS IMMOBILIERS CONFIES AU FERMIER	29
ARTICLE 56 - REMISE DES INSTALLATIONS EN DEBUT DU CONTRAT	29
ARTICLE 57 - REMISE EN COURS DE CONTRAT DES INSTALLATIONS NEUVES	29
ARTICLE 58 - CONDITIONS PARTICULIERES	30

CHAPITRE XII - EXPLOITATION

ARTICLE 59 - APPLICATION DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE	31
ARTICLE 60 - OUVRAGES DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION	31
ARTICLE 61 - PROVENANCE DE L'EAU	31
ARTICLE 62 - QUANTITE, QUALITE ET PRESSION	31
ARTICLE 63 - COMPTEURS	33
ARTICLE 64 - VERIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS	33
ARTICLE 65 - BRANCHEMENTS PARTICULIERS	34
ARTICLE 66 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE	34
ARTICLE 67 - CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE	34

CHAPITRE XIII - TRAVAUX

ARTICLE 68 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES	35
ARTICLE 69 - REPARTITION DES CATEGORIES DE TRAVAUX	35
ARTICLE 70 - REGIME DES CANALISATIONS PLACEES SOUS LA VOIE PUBLIQUE	38
ARTICLE 71 - TRAVAUX SUR LES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF	38
ARTICLE 72 - PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS D'ATTRI- BUTION DES TRAVAUX	



ARTICLE 73 - CONTROLE DES TRAVAUX CONFIES AU FERMIER.....	39
---	----

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

CHAPITRE XIV - APPLICATION DES CONDITIONS FINANCIERES

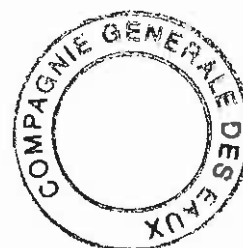
ARTICLE 74 - PAIEMENT DES SOMMES DUES AU FERMIER PAR LES USAGERS	40
ARTICLE 75 - TRAVAUX SUR BORDEREAUX.....	41
ARTICLE 76 - ENTRETIEN DES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF	41
ARTICLE 77 - PAIEMENT DES EXTENSIONS EN REGIME PARTICULIER	41
ARTICLE 78 - DELAIS DE REGLEMENT DES FRAIS DE TRAVAUX ET D'ENTRETIEN DUS PAR LA COLLECTIVITE	42

CHAPITRE XV - PRODUCTION DES COMPTES

ARTICLE 79- COMPTES RENDUS ANNUELS	42
ARTICLE 80 - COMPTE RENDU TECHNIQUE	42
ARTICLE 81 - COMPTE RENDU FINANCIER.....	43
ARTICLE 82 - COMPTES DE L'EXPLOITATION	43
ARTICLE 83 - CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE.....	44

CHAPITRE XVI - CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 84 - DOCUMENTS ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES	44
--	----



PREMIERE PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - FORMATION DU CONTRAT.-

La Commune de SAINT - ANDRE - LES - ALPES, ci-après dénommée "la Collectivité", a décidé, par délibération en date du 05 août 2002 d'affermier l'exploitation de son Service de Distribution Publique d'Eau Potable.

Au terme de la procédure prévue par la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, la Collectivité, par délibération en date du 13 mars 2003 a autorisé Monsieur le Maire à signer le présent contrat avec la Compagnie Générale des Eaux.

La Compagnie Générale des Eaux (C.G.E.) dont le siège social est situé 52 rue d'Anjou 75008 PARIS, représentée par Monsieur Philippe YVON, en qualité de Directeur Régional de la Région Sud-Est, et désignée dans ce qui suit par l'appellation « Le Fermier ».

CHAPITRE I - ECONOMIE GENERALE ET DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 2 - DEFINITION D'AFFERMAGE.-

La Collectivité, en confiant au Fermier la gestion par affermage de son Service de Distribution Publique d'Eau Potable, s'engage à mettre à sa disposition, en état de marche (sous réserve des dispositions de l'article 56), les ouvrages publics correspondants financés à ses frais.

Hormis les travaux d'entretien et ceux confiés au Fermier par le présent contrat, les autres travaux concernant les ouvrages du service seront exécutés par la Collectivité conformément au code des marchés publics.

La Collectivité conserve le contrôle du service affermé et doit obtenir du Fermier tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Fermier, responsable du fonctionnement du service, le gère conformément au présent traité. Il est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge ; il exploite le service à ses risques et périls.

ARTICLE 3 - DUREE.-

La durée du présent contrat d'affermage est fixée à 12 ans .

Le contrat prend effet à compter du 1^{er} avril 2003 ou à la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire. Les conditions tarifaires définies à l'article 31 s'appliqueront dès la facturation d'avril 2003.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITE DU FERMIER.-

Dès la prise en charge des installations, le Fermier est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent cahier des charges.

Le Fermier est tenu de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont il donne connaissance à la Collectivité.

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages dont la Collectivité est propriétaire incombe à celle-ci.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES.-

5.1. Dans un délai de six mois à compter de la date d'effet du contrat, le Fermier s'engage à améliorer le service d'eau potable de la Collectivité en réalisant les investissements suivants:

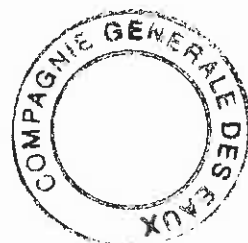
Poste à chlore du Réservoir de SAINT JEAN et Pompage des ISCLES

Poste à chlore:

- 1 chloromètre
- 1 hydroéjecteur
- 1 surpresseur
- 1 cuve pour solution chlorée
- 2 pompes doseuses
- 1 analyseur de résiduel
- 1 coffret de télégestion (type PERAX)
- 1 armoire de commande
- 1 capteur de niveau analogique (niveau réservoir)
- mise en sécurité de l'installation (ouverture et effraction porte et capot regard)

Pompage:

- 1 capteur de niveau analogique (niveau puits)
- 1 coffret de télégestion (type PERAX)
- mise en sécurité de l'installation (ouverture et effraction porte et capot regard)



Installation surpresseur

- 1 abri
- 2 surpresseurs avec cuve et régulation
- 1 coffret de télégestion
- branchement EDF
- branchement France Télécom

5.2 Avant la fin de l'année 2003, le Fermier s'engage à digitaliser le réseau d'eau potable de la Collectivité

5.3. Le Fermier s'engage à installer des compteurs sur tous les branchements municipaux sans compteur, et ce avant la fin de l'année 2003.

5.4. Le Fermier s'engage à faire bénéficier la Collectivité des technologies de pointe permettant de respecter les normes en vigueur relatives à la concentration de plomb dans l'eau distribuée. Les tarifs définis à l'article 31 comprennent notamment la réhabilitation ou le renouvellement par le Fermier et à ses frais, de tous les branchements en plomb restant en service à la date de signature du présent contrat (la technique la mieux adaptée étant mise en œuvre au cas par cas).

CHAPITRE II - OBJET ET ETENDUE DE L'AFFERMAGE

ARTICLE 6 - ETABLISSEMENT DU SERVICE.-

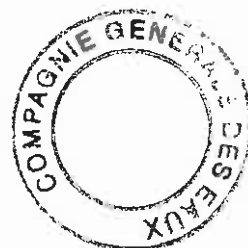
Le présent affermage a pour objet l'exploitation du Service de Distribution Publique d'Eau Potable établi par la Commune de SAINT - ANDRE - LES - ALPES et défini par le présent cahier des charges.

ARTICLE 7 - EXCLUSIVITE DU SERVICE.-

Pendant sa durée, le contrat d'affermage confère au Fermier le droit d'assurer au profit des abonnés le service de la distribution publique d'eau potable à l'intérieur du périmètre affermé défini à l'article 8 ci-après.

Le Fermier dispose également du droit exclusif d'entretenir dans le périmètre affermé, au-dessus ou au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages et canalisations nécessaires au service.

Cette clause d'exclusivité ne concerne pas la dévolution des travaux neufs.



ARTICLE 8 - DEFINITION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE.-

L'exploitation du service affermé est assurée dans les limites du territoire de la Collectivité, dites périmètre d'affermage dont le plan est annexé au présent cahier des charges.

ARTICLE 9 - REVISION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE.-

La Collectivité, lorsque des considérations techniques ou économiques le justifieront, aura la faculté d'inclure ou d'exclure du périmètre du service affermé toute partie de son territoire faisant l'objet d'une opération d'urbanisme ou de construction.

Ces modifications de l'importance du service ouvriront droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération, conformément à l'article 39 ci-après.

ARTICLE 10 - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES.-

Pour l'exercice de ses droits d'exploitation et d'entretien, le Fermier devra se conformer aux conditions du présent cahier des charges et aux règlements de voirie.

L'exercice des droits du Fermier sur les voies publiques qui n'appartiennent pas au domaine public de la Collectivité est subordonné à l'existence des autorisations nécessaires que la Collectivité se charge d'obtenir à la requête du Fermier.

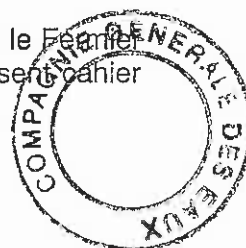
CHAPITRE III - EXPLOITATION DU SERVICE

ARTICLE 11 - REGLEMENT DU SERVICE.-

Un règlement du service affermé intervient pour l'application aux usagers des stipulations du présent cahier des charges.

Le règlement du service comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux branchements et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le cahier des charges.

Le règlement de service, arrêté d'un commun accord entre le Fermier et la Collectivité après délibération de cette dernière, est annexé au présent cahier des charges et transmis à l'abonné comme indiqué à l'article 12.



ARTICLE 12 - DEMANDE D'ABONNEMENT.-

Les demandes d'abonnement peuvent être formulées soit par téléphone, soit par écrit auprès du Fermier.

L'abonné recevra alors le règlement du service et un document valant conditions particulières récapitulant les caractéristiques de l'abonnement d'après les indications fournies lors de la demande. Le consentement à l'abonnement sera confirmé par le règlement de la première facture (facture contrat).

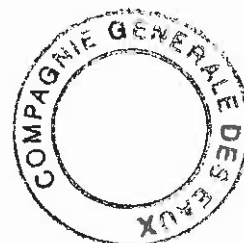
Tout nouvel abonné devra verser au Fermier des frais d'accès au service fixés à la valeur de 40 euros hors taxes. Ce montant, défini en valeur de base au 1^{er} avril 2003, sera révisé chaque semestre par application du coefficient de variation de l'indice PsdC (Produits et Services Divers « C »). Les frais d'accès au service comprennent forfaitairement les frais de dossier, les déplacements, l'ouverture et la fermeture du branchement si nécessaire.

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS.-

Dans les conditions prévues au présent contrat et sur tout le parcours des canalisations de distribution, le délégataire est tenu de fournir de l'eau à tout propriétaire, usufruitier, locataire ou occupant de bonne foi qui demande à contracter un abonnement, sous réserve toutefois que l'importance et les conditions de mise à disposition de la fourniture demandée soient compatibles avec les possibilités des installations. Le raccordement des gros consommateurs est soumis à l'accord explicite de la Collectivité.

La fourniture de l'eau devra être assurée par le Fermier dans un délai maximum de 3 jours suivant la demande d'abonnement, s'il s'agit de branchements existants, et dans un délai de 15 jours après accord sur les conditions d'établissement et de paiement du branchement et obtention des autorisations administratives nécessaires, s'il s'agit de branchements neufs, sauf si une extension du réseau est nécessaire.

Les renseignements obtenus pour l'établissement de la demande d'abonnement, indispensables à toute fourniture d'eau, font l'objet d'un traitement informatique et sont strictement réservés aux besoins du service. Tout abonné bénéficie du droit d'accès et de rectification prévu par la loi du 6 janvier 1978.



ARTICLE 14 - REGIME DES ABONNEMENTS.-

Les abonnements ont une durée indéterminée. La résiliation de l'abonnement devra être signifiée avec un préavis d'au moins 5 jours avant le départ de l'abonné. Les conditions de cette résiliation sont précisées par le règlement du service.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année. Leur montant est calculé à compter de la mise en eau du branchement, mais ils ne courent que du premier jour du semestre suivant. Une première facturation est calculée à compter de la mise en eau du branchement jusqu'au premier jour du semestre suivant au prorata temporis.

ARTICLE 15 - CONTROLE PAR LA COLLECTIVITE.-

La Collectivité contrôle son service elle-même ou éventuellement par l'intermédiaire d'un organisme de contrôle public ou privé librement désigné par elle.

La Collectivité ou l'organisme de contrôle choisi par elle, peut, à tout moment, s'assurer que le service est effectué avec diligence par le Fermier.

Le Fermier devra prêter son concours à la Collectivité pour qu'elle accomplisse sa mission de contrôle en lui fournissant tous les documents nécessaires, notamment ceux qui sont prévus au chapitre XV ci-après.

ARTICLE 16 - CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS.-

A la date d'effet du présent contrat, le Fermier reprendra toutes les obligations contractées par la Collectivité pour la gestion du service et que celle-ci lui aura fait connaître.

Tous les contrats passés par le Fermier avec des tiers et nécessaires à la continuité du service devront comporter une clause réservant expressément à la Collectivité la faculté de se substituer au Fermier dans le cas où il serait mis fin au contrat.

CHAPITRE IV - REGIME DU PERSONNEL

ARTICLE 17 - STATUT DU PERSONNEL.-

Dans un délai de six mois à partir de la date où le service affermé aura commencé à fonctionner avec un personnel approprié aux besoins, choisi par



priorité parmi le personnel antérieurement affecté à l'exploitation, le Fermier devra communiquer à la Collectivité le statut applicable à ce personnel.

ARTICLE 18 - AGENTS DU FERMIER.-

Le Fermier sera tenu d'avoir au moins un agent domicilié sur le territoire de la Collectivité.

CHAPITRE V - REGIME DES TRAVAUX

ARTICLE 19 - PRINCIPES GENERAUX.-

Les travaux sont exécutés dans les conditions suivantes :

- Les travaux d'entretien et de grosses réparations sont exécutés par le Fermier à ses frais conformément à l'article 20 ci-après ;
- Les travaux relatifs aux branchements et compteurs sont exécutés conformément aux articles 22 et 23 ci-après ;
- Les travaux de renouvellement sont exécutés conformément à l'article 24 ci-après.
- Les travaux neufs de renforcement et d'extension sont exécutés conformément à l'article 25 ci-après.

Sous réserve de l'approbation par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin d'affermage, le Fermier pourra établir à ses frais, dans le périmètre de l'affermage, tous ouvrages et canalisations qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service affermé.

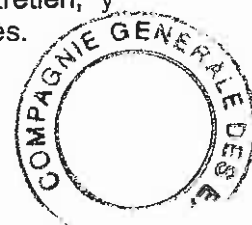
Ces ouvrages et canalisations feront partie intégrante de l'affermage dans la mesure où ils sont utilisés par le service affermé.

Le Fermier peut être chargé par la Collectivité de missions d'ingénierie pour les travaux qu'il ne réalise pas.

ARTICLE 20 - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS.-

Tous les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation, y compris les compteurs et les branchements, seront entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du Fermier à ses frais.

Les travaux rentrant dans la catégorie des travaux d'entretien, y compris les travaux de grosses réparations, sont définis à l'article 69 ci-après.



ARTICLE 21 - EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN.-

Faute par le Fermier de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, la Collectivité pourra faire procéder, aux frais du Fermier, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service quarante-huit heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La même procédure pourra être utilisée en cas de malfaçon dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.

ARTICLE 22 - REGIME DES BRANCHEMENTS.-

- 1° - Les branchements ayant pour objet d'amener l'eau à l'intérieur des propriétés à desservir, et qui sont compris entre la conduite publique et le compteur, seront installés par le Fermier.

Les frais de premier établissement de ces branchements seront à la charge des abonnés et payés par ceux-ci au Fermier dans les conditions prévues à l'article 35 ci-après.

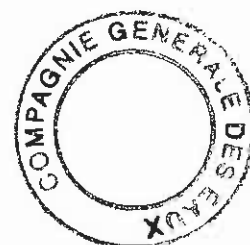
La partie des branchements située sous voie publique fait partie intégrante de l'affermage.

- 2° - Si la distance entre la conduite publique et l'emplacement du compteur excède 20 mètres linéaires, l'abonné pourra soit faire appel à l'entrepreneur de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet d'arrêt et son compteur, soit demander, pour l'ensemble des travaux, l'application du régime particulier des extensions prévues par l'article 26 ci-après.

En cas d'appel à l'entrepreneur de son choix pour les travaux de fouille, l'abonné devra obtenir l'accord préalable écrit de la Collectivité. Il devra faire son affaire de toutes les autorisations nécessaires et respecter les conditions techniques d'établissement du réseau. Les travaux seront réalisés sous contrôle du Fermier. Toutefois pendant la durée des travaux, la responsabilité du Fermier ne pourra en aucun cas être recherchée à l'occasion de l'exécution de ceux-ci. Par la suite, lorsque les travaux seront terminés, le Fermier ne pourra voir sa responsabilité engagée au titre d'une mauvaise tenue du remblai ou des conséquences de celle-ci, telle que le mauvais état des revêtements de chaussée, l'abonné restant en tout état de cause responsable des travaux réalisés à son initiative.

ARTICLE 23 - REGIME DES COMPTEURS.-

L'eau est fournie exclusivement au compteur.



Les compteurs servant à mesurer les quantités d'eau livrées aux abonnés sont d'un type et d'un modèle agréés par la Collectivité et le Fermier.

Ils sont fournis en location, posés par le Fermier aux frais des abonnés, selon les conditions du bordereau prévu à l'article 35 ci-après et précisées par le règlement du service.

Les compteurs en service au moment de l'entrée en vigueur du présent contrat et appartenant aux abonnés sont maintenus en service aussi longtemps qu'ils assurent un comptage correct. Ils sont entretenus et renouvelés par le Fermier.

Les frais de location et d'entretien sont facturés à l'usager et intégrés au prix de l'eau.

ARTICLE 24 - RENOUELEMENT.-

Le remplacement à l'identique des ouvrages dont le renouvellement s'avère nécessaire est régi par les principes suivants :

- 1° - Matériels tournants, accessoires hydrauliques, équipements électromécaniques, équipements de télésurveillance et compteurs de production :

Le renouvellement de ces matériels est effectué par le Fermier à ses frais.

- 2° - Génie Civil et captages :

Les travaux de renouvellement des captages et des ouvrages de génie civil, y compris les enduits d'étanchéité des réservoirs, sont à la charge de la Collectivité. Ils sont attribués conformément au Code des Marchés Publics.

- 3° - Canalisations :

Les travaux de renouvellement des canalisations sont à la charge de la Collectivité. Ils sont attribués conformément au Code des Marchés Publics.

- 4° - Branchements :

Les travaux de renouvellement des branchements sont effectués par le Fermier à ses frais, sauf le cas des branchements renouvelés à l'occasion d'opérations de renforcement dont le régime est défini à l'article 25 ci-après.

Le renouvellement à la charge du Fermier sera assuré sous forme d'une garantie de renouvellement qui est établie à partir du programme prévisionnel joint au compte d'exploitation.



Le Fermier s'engage donc à effectuer le renouvellement des branchements et des équipements électromécaniques nécessaire au bon fonctionnement du service.

ARTICLE 25 - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS.-

La Collectivité est maître d'ouvrage pour tous les travaux de renforcement et d'extension comportant l'établissement de nouvelles canalisations et de nouveaux ouvrages et entraînant un accroissement du patrimoine productif.

Toutefois, les travaux à exécuter sur les ouvrages en service notamment les travaux de raccordement des ouvrages neufs aux ouvrages existants sont dans tous les cas réalisés aux frais de la Collectivité par le Fermier, qui garde la responsabilité de ces opérations notamment en matière de permanence du service et de potabilité de l' eau. La mise en service des ouvrages est assurée par le Fermier.

Le Fermier est consulté sur l'avant-projet des travaux à exécuter notamment lorsque l'exécution des travaux risque de nuire à la permanence du service ou que ces travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises à proximité ou s'il s'agit de raccordement des ouvrages en service.

Dans la procédure de dévolution des travaux, le Fermier peut être admis à soumissionner comme les autres entreprises, sauf si la Collectivité lui a confié la maîtrise d'œuvre des ouvrages.

La mise en service des ouvrages est assurée par le fermier.

Lorsque les travaux constituent à la fois un renforcement des ouvrages et un renouvellement de ceux-ci à la charge du Fermier, la part du coût correspondant à un renouvellement de l'ouvrage à l'identique sera mise à la charge du Fermier, déduction faite de la valeur d'usage résiduelle dudit ouvrage (notamment dans les cas prévus dans les alinéas 1 et 4 de l'article 24).

Le montant M de la participation du Fermier sera égale à

$$M = T \times \frac{\text{âge de l'ouvrage}}{\text{durée de vie prévue de l'ouvrage}}$$

formule dans laquelle :

T est le montant des travaux de renouvellement à l'identique en terme de capacité technique. La durée de vie des ouvrages est fixée à

- 15 ans pour les équipements électromécaniques et électriques
- 30 ans pour les branchements.

Cette participation M sera versée par le Fermier à la Collectivité dans un délai de 45 jours suivant l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal majoré de deux points.



ARTICLE 26 - REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS.-

Les renforcements et extensions des réseaux se feront conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, et en particulier aux nouvelles règles résultant de la loi n°2000 -1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et de sa circulaire d'application n° 2001-56 du 27 juillet 2001.

Par dérogation au principe posé à l'article précédent, et après accord de la Collectivité, le Fermier pourra être chargé de réaliser les travaux d'extension dans l'hypothèse où les usagers bénéficiaires s'engagent à lui verser à l'achèvement des travaux le coût total de ceux-ci estimé selon le bordereau de prix annexé au présent contrat .

ARTICLE 27 - DROIT DE CONTROLE DU FERMIER.-

Le Fermier dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication de tous les avant-projets sur lesquels le Fermier donne son avis.

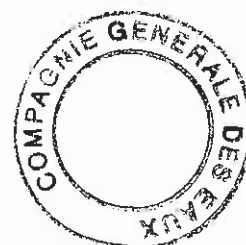
Le Fermier aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Il aura, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il pourra le signaler à la Collectivité, par écrit, dans le délai de huit jours.

Le Fermier sera invité à assister aux réceptions des travaux et autorisé à présenter ses observations qui seront consignées au procès-verbal.

Faute d'avoir signalé à la Collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, le Fermier ne pourra refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages comme indiqué ci-après.

Après réception des travaux, la Collectivité remettra les installations au Fermier. Cette remise des installations sera constatée par un procès-verbal signé des deux parties. Elle est accompagnée de la remise au Fermier du plan de récolement.

Le Fermier, ayant eu pleine connaissance des avant-projets et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations du présent affermage. Toutefois, le Fermier est autorisé soit directement, soit par l'intermédiaire de la Collectivité, à exercer les recours ouverts à celle-ci vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur.



ARTICLE 28 - INTEGRATION DES RESEAUX PRIVES.-

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine affermé seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, la Collectivité, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réservera les droits de contrôle du Fermier prévus à l'article 27.

Lors de l'intégration effective dans le domaine affermé de réseaux privés exécutés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent contrat, le Fermier recevra l'inventaire des ouvrages à incorporer et sera appelé à donner son avis sur leur état. Les travaux éventuels de mise en conformité devront être réalisés, aux frais du demandeur, avant l'incorporation effective des installations.

CHAPITRE VI - FINANCEMENT

ARTICLE 29 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.-

Le Fermier ne versera pas à la Collectivité de redevance pour l'occupation du domaine public de la Collectivité.

Toutes les autres redevances domaniales seront à la charge du Fermier.

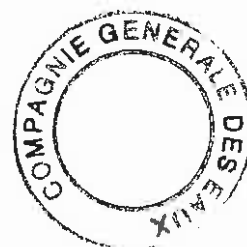
ARTICLE 30 – PART COLLECTIVITE

Le Fermier sera tenu de percevoir gratuitement pour le compte de la Collectivité un complément s'ajoutant à la rémunération du Fermier.

Le montant de cette part sera fixé chaque année par délibération de la Collectivité qui le notifiera au Fermier un mois avant la période de consommation suivante. En l'absence de notification faite au Fermier, celui-ci reconduira le montant fixé pour la précédente facturation.

Les sommes encaissées seront versées par le Fermier à la Collectivité le 1^{er} décembre et le 1^{er} juin pour les facturations effectuées au cours du semestre précédent.

Toutefois, la Collectivité peut demander à son Fermier le versement aux 1^{er} septembre et 1^{er} mars d'acomptes égaux à 50 % des montants dus aux 1^{er} décembre et 1^{er} juin.



La Collectivité aura le droit de contrôler le produit de cette part et les délais de reversement en se faisant présenter les registres de quittances dans les bureaux du Fermier.

Toute somme non versée à ces dates portera intérêt au taux légal en la matière.

ARTICLE 31 - PRIX ET TARIF DE BASE.-

Le Fermier est autorisé à vendre l'eau au tarif de base maximal suivant, auquel s'ajouteront d'une part, la part Collectivité définie à l'article 30, d'autre part, les divers droits et taxes additionnels au prix de l'eau.

Le tarif de base est défini à la date du 1^{er} avril 2003 par le barème de base suivant établi hors taxe, redevances et part de la Collectivité.

- Prime fixe mensuelle en euro hors taxes, payable semestriellement et d'avance :

Compteur (en mm)	Prime fixe euro/mois
15	2,00
20	6,00
25 et 30	6,00
40	10,00
60 et 65	20,00
80	40,00
100	60,00
150	140,00

- Tarif de base du mètre cube d'eau pour la consommation à usage domestique :

0,5761 euro / m³

- Tarif de base du mètre cube d'eau pour la consommation à usage agricole :

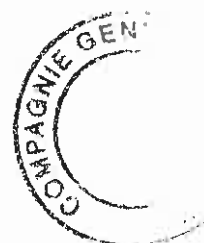
0,2000 euro / m³

Pour pouvoir bénéficier du tarif d'eau à usage agricole, l'abonné devra remplir les deux conditions suivantes :

- Consommer plus de 10 000m³ par an
- Justifier de l'usage agricole de sa consommation d'eau

Les consommations sont facturables par semestre à terme échu.

Ces prix ont été établis au vu notamment d'un compte d'exploitation prévisionnel établi par le Fermier et joint au présent contrat.



ARTICLE 32 - EVOLUTION DU TARIF DE BASE

Les parties conviennent d'indexer le tarif de base défini à l'article précédent.

Le tarif Fermier comprendra les prix Fermier (Pn) résultant de l'application de la formule de variation suivante aux prix de base (Po) constituant le tarif de base :

$$P_n = P_o \times K$$

où :

$$K = 0,125 + 0,56 \frac{S}{S_o} + 0,035 \frac{EMT_t}{EMT_o} + 0,18 \frac{PsdC}{PsdCo} + 0,10 \frac{TP10-4}{TP10-4_o}$$

Formule dans laquelle les paramètres ont pour définitions :

S est l'indice élémentaire des salaires régionaux dans les industries du Bâtiment et des Travaux Publics pour la Région Provence-Alpes - Côte d'Azur, multiplié par le coefficient de charges salariales des Travaux Publics en province

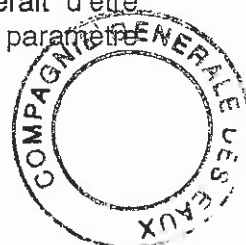
EMTt est l'indice électricité moyenne tension (PVIC 401010095M)

PsdC est l'indice des produits et services divers « C »

TP10-4 est l'indice national Travaux Publics - canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux fonte

Les divers paramètres sont publiés dans des revues spécialisées telles que Bulletin Officiel de la Concurrence et de la Consommation (BOCC), Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment (MTPB) etc... Les indices d'origine sont les indices connus au 1^{er} avril 2003.

Au cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être calculé, les parties se mettront d'accord pour lui substituer un paramètre équivalent par un simple échange de lettre.



Au cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être calculé, les parties se mettront d'accord pour lui substituer un paramètre équivalent par un simple échange de lettre.

Les indices retenus chaque semestre seront les indices connus au premier jour du semestre considéré de telle sorte que l'abonné connaisse le prix de l'eau avant de la consommer.

ARTICLE 33 - MODULATION DES PRIX.-

Le Fermier est autorisé à consentir à certains abonnés un tarif inférieur à celui défini à l'article 31. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les usagers placés dans des conditions identiques à l'égard du service public.

Ce tarif spécial devra figurer dans le règlement du service remis aux abonnés en application de l'article 11 du présent traité.

De son côté, la Collectivité pourra, après délibération de l'assemblée compétente, moduler la surtaxe demandée à certains consommateurs.

ARTICLE 34 – PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS

L'eau fournie à la commune et aux services publics communaux sera payée aux tarifs découlant des articles 31 et 32 ci-dessus.

ARTICLE 35 - TRAVAUX NEUFS.-

Hormis ceux qu'il a obtenus après appel à la concurrence, les travaux neufs confiés au Fermier en application du chapitre V ci-dessus, y compris l'établissement des compteurs, seront estimés d'après le bordereau de prix annexé au présent cahier des charges et selon les règles posées par l'article 75.

ARTICLE 36 - FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX NEUFS.-

Les parties conviennent d'indexer le prix composant le bordereau des travaux neufs.

Les prix unitaires (Po) inclus dans le bordereau sont indexés le premier jour du mois d'exécution des travaux par application du terme correctif suivant :

$$K = 0,15 + 0,85 \frac{TP01}{TP01o}$$



Formule dans laquelle

TP01 est l'index général des Travaux Publics, tous travaux . TP01o est la valeur de base au 01/04/03.

ARTICLE 37 - FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX D'ENTRETIEN.-

Les tarifs des travaux d'entretien visés à l'article 76 exécutés par le Fermier sur les ouvrages à usage municipal et collectif sont indexés selon la formule de variation applicable aux travaux neufs définie à l'article 36 ci-dessus.

ARTICLE 38 - VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIERES.-

Le Fermier sera tenu de remettre chaque année à la Collectivité, dans les délais imposés par les lois en vigueur, les documents financiers prévus par lesdites lois et notamment ceux visés à l'article 81.

La Collectivité aura droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents. A cet effet, ses agents dûment accrédités pourront se faire présenter toutes pièces nécessaires pour leur vérification.

CHAPITRE VII - REVISION DES PRIX ET DES FORMULES DE VARIATION

ARTICLE 39 - REVISION DU PRIX DE L'EAU ET DE SON INDEXATION.-

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels, le niveau du tarif Fermier, d'une part, et la composition de la formule de variation, y compris la partie fixe, d'autre part, devront être soumis à réexamen sur production par le Fermier des justifications nécessaires et notamment des comptes de l'exploitation, dans les cas suivants :

- 1° - Tous les cinq ans ;

- 3° - En cas de révision du périmètre d'affermage, notamment par application de l'article 9 ;
- 4° - Si le prix Fermier a varié de plus de 30 % par rapport au prix constaté au moment de la dernière révision ;
- 5° - En cas de modification substantielle des ouvrages et des procédés de production et de traitement ;
- 6° - Si le montant des impôts et redevances à la charge du Fermier varie de façon significative ;
- 7° - En cas de variation de plus de 20 % du volume annuel d'eau acheté ou vendu en dehors du périmètre d'affermage ;
- 8° - Dans le cas où des obligations nouvelles en matière de prélèvements, et d'analyses seraient mises à la charge du Fermier au-delà de celles fixées à l'article 62 b) ci-après.
- 9° - En cas de modification substantielle des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation ou à l'intervention d'une décision administrative.

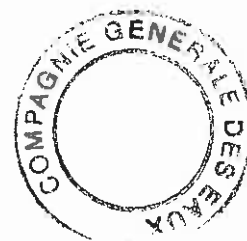
ARTICLE 40 - REVISION DU PRIX ET DE LA FORMULE DE VARIATION DES TRAVAUX NEUFS ET D'ENTRETIEN.-

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux neufs, les tarifs des travaux d'entretien ainsi que les formules de variation correspondantes seront obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il sera fait application de l'article précédent relatif à la révision du prix de l'eau.

ARTICLE 41 - PROCEDURE DE REVISION.-

La procédure de révision des prix et des formules de variation n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule de variation, qui continuera à être appliquée jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si, dans les trois mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une commission composée de trois membres dont l'un sera désigné par la Collectivité, l'autre par le Fermier et le troisième par les deux premiers. Faute à ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze jours, la désignation du troisième membre sera faite par le président du tribunal administratif. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties dans le même délai à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.



CHAPITRE VIII - REGIME FISCAL

ARTICLE 42 - IMPOTS.-

Tous les impôts ou taxes établis par l'Etat, la Région, le Département ou la Commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, seront à la charge du Fermier.

Le prix de base visé à l'article 31 ci-dessus est réputé correspondre aux impôts et taxes en vigueur à l'origine de l'affermage ou lors de l'adoption d'un nouveau tarif de base établi en application de l'article 39 ci-dessus.

ARTICLE 43 - TRANSFERT DE LA T.V.A.-

Conformément aux articles 216 bis et 216 quater de l'annexe II du code général des impôts, la Collectivité transférera à son Fermier le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements financés par la Collectivité et compris dans le service délégué

Les sommes ainsi imputées par le Fermier ou reversées par le Trésor Public sont propriété de la Collectivité qui les affectera au budget du service.

La Collectivité, en tant que propriétaire des biens affermés, délivrera à son Fermier une attestation précisant, d'une part, la base d'imposition des biens ou de la fraction des biens utilisés par le Fermier et, d'autre part, le montant de la taxe correspondante.

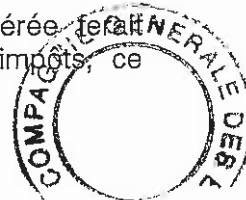
La Collectivité informera le service des impôts de la délivrance de cette attestation.

En application du décret n° 72-102 du 4 février 1972, le Fermier, quand l'imputation préalable de la T.V.A. déductible aura fait apparaître un crédit d'impôt, pourra en demander le remboursement.

Le Fermier s'engage à faire connaître à la Collectivité à chaque imputation ou remboursement, avant le 15 du mois suivant celui du dépôt de la déclaration de T.V.A. ou celui du remboursement, le montant de la T.V.A. imputée ou reversée pour le compte de l'autorité affermante.

Les sommes transférées seront reversées à la Collectivité avant la fin du troisième mois suivant celui de la déclaration de T.V.A. ou celui du remboursement. Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal en la matière.

Enfin, dans le cas où le montant de la T.V.A. récupérée sera ultérieurement l'objet d'un redressement de la part du service des impôts, ce



montant, majoré éventuellement des pénalités légales, serait remboursé par la Collectivité au Fermier avant la fin du troisième mois suivant la date d'échéance de ce redressement. De même, si, en fin de contrat, le Fermier est amené à rembourser au Trésor une partie de la T.V.A. effectivement récupérée sur les dépenses d'investissement du service au cours des vingt années précédentes, la Collectivité remboursera au Fermier les sommes dues au Trésor avant la fin du troisième mois suivant celui de la date d'expiration du contrat.

Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal en la matière. Chaque versement sera accompagné d'un état détaillé des sommes à reverser qui sera adressé à la Collectivité.

CHAPITRE IX - GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX

ARTICLE 44 - CAUTIONNEMENT.-

Dans un délai d'un mois après l'approbation du présent cahier des charges, le Fermier déposera soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit à la Caisse du Receveur Municipal, une somme de 2000 Euros, en numéraires ou en rentes sur l'Etat, en obligations garanties par l'Etat ou en bons du Trésor, dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics. En particulier, le cautionnement pourra être constitué par un dépôt de titres choisis dans la liste établie à cet effet par arrêté du Ministre de l'Economie, avec possibilité permanente de substitution d'un titre à un autre.

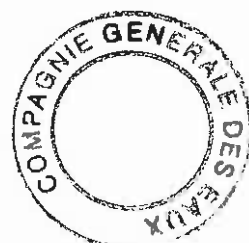
La somme ainsi versée, qui ne pourra être inférieure à 2 % du montant des recettes annuelles prévisionnelles du Fermier, formera le cautionnement. Le Fermier pourra être dispensé de ce versement s'il fournit une caution personnelle et solidaire.

Sur le cautionnement seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restant dues à la Collectivité par le Fermier en vertu du présent cahier des charges.

Seront également prélevées sur le cautionnement les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du Fermier, pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de mise en régie provisoire.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le Fermier devra la compléter à nouveau dans un délai de quinze jours.

La non-reconstitution du cautionnement, après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit, pour la Collectivité, à procéder à une résiliation sans indemnité.



ARTICLE 45 - SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES.-

Dans les cas prévus ci-après, faute par le Fermier de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités seront prononcées au profit de la Collectivité par le représentant de celle-ci.

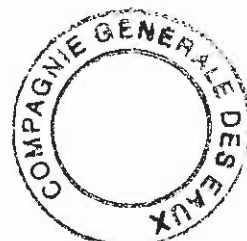
Les pénalités seront calculées en multipliant le nombre de mètres cubes fixé ci-après par un prix de référence valable pour la période où les infractions auront été commises et égal au quotient du montant des recettes de la vente de l'eau par le nombre de mètres cubes facturé au cours de l'année considérée.

Seront dues par le Fermier :

- a) - En cas d'interruption générale non justifiée de la distribution : une pénalité de 500 mètres cubes par heure d'interruption
- b) - En cas d'interruption partielle non justifiée, privant d'eau plus de 10 % d'abonnés pendant plus de 24 heures : une pénalité de 10 mètres cubes par abonné privé d'eau et par heure d'interruption, sans que cette pénalité puisse excéder celle correspondant au cas d'interruption générale
- c) - Au cas où la pression resterait, sans justification et pendant plus de 24 heures, inférieure de plus de 10 mètres au minimum fixé à l'article 62 : une pénalité de 10 mètres cube d'eau par mètre de déficience de pression, par heure et par abonné de la zone où le manque de pression aura été constaté
- d) - En cas de non-production des documents prévus au chapitre XV des dispositions financières et comptables dans les conditions définies à l'article 38 susvisé et après mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant quinze jours : une pénalité égale à 1 % du montant de ses recettes de vente d'eau de l'année précédente.

ARTICLE 46 - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE.-

En cas de faute grave du Fermier, notamment si la qualité de l'eau, l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement, la Collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Fermier.



Cette mise en régie provisoire sera précédée d'une mise en demeure, sauf circonstances exceptionnelles.

ARTICLE 47 - SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE.-

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le Fermier n'a pas mis la distribution en service dans les conditions fixées par le cahier des charges, ou encore en cas d'interruption totale prolongée du service, la Collectivité pourra prononcer elle-même la déchéance du Fermier.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

Les suites de la déchéance seront mises au compte du Fermier.

ARTICLE 48 - ELECTION DE DOMICILE.-

Le Fermier fait élection de domicile à l'adresse suivante :

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Camin René PIETRUSCHI
06109 - NICE CEDEX 02

ARTICLE 49 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS.-

Les contestations qui s'élèveront entre le Fermier et la Collectivité au sujet du présent contrat seront soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la Collectivité affermante.

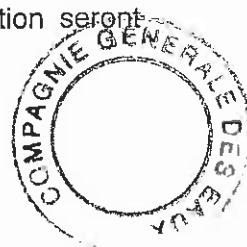
Préalablement à cette instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le préfet, qui s'efforcera de concilier les parties.

CHAPITRE X - FIN DE L'AFFERMAGE

ARTICLE 50 - CESSION DE L'AFFERMAGE.-

Toute cession partielle ou totale de l'affermage, tout changement de Fermier ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une délibération de l'assemblée compétente.

Faute de cette autorisation, les conventions de substitution seront entachées d'une nullité absolue.



ARTICLE 51 - CONTINUITE DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE.-

La Collectivité aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Fermier, de prendre pendant les six derniers mois de l'affermage toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution de l'eau, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Fermier.

D'une manière générale, la Collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'affermage au régime nouveau d'exploitation.

A la fin de l'affermage, la Collectivité sera subrogée aux droits du Fermier.

ARTICLE 52 - REMISE DES INSTALLATIONS.-

A l'expiration de l'affermage, le Fermier sera tenu de remettre tous les ouvrages et équipements qui font partie intégrante de l'affermage dans un état d'entretien conforme aux règles de l'art .

Les installations financées par le Fermier, et faisant partie intégrante de l'affermage, seront remises à la Collectivité moyennant, si ces biens ne sont pas amortis, une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert, en tenant compte notamment des conditions d'amortissement de ces biens. Cette indemnité sera payée dans le délai de trois mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux légal en la matière.

ARTICLE 53 - REPRISE DES BIENS.-

La Collectivité pourra reprendre, contre indemnités, les biens nécessaires à l'exploitation financés en tout ou partie par le Fermier et ne faisant pas partie intégrante de l'affermage. Elle devra par ailleurs racheter les compteurs en service appartenant au Fermier en tenant compte de leur durée normale d'amortissement.

La Collectivité aura la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondants à la marche normale de l'exploitation. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au Fermier dans les trois mois qui suivent leur reprise par la Collectivité.

Ces indemnités de reprise seront fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux légal en la matière.



ARTICLE 54 - PERSONNEL DU FERMIER.-

En cas de résiliation ou à l'expiration du contrat, la Collectivité et le Fermier conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS TECHNIQUES

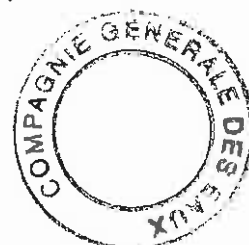
CHAPITRE XI - DEFINITION DU SERVICE

ARTICLE 55 - INVENTAIRE DES BIENS IMMOBILIERS CONFIES AU FERMIER.-

- I - Sont confiés au Fermier en vue de leur exploitation conformément au présent cahier des charges, tous les biens immobiliers du service compris dans le périmètre d'affermage défini à l'article 8.
- II - Dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent affermage, un inventaire des biens confiés au Fermier sera établi et annexé au présent contrat. Cet inventaire précisera notamment les résultats d'analyse de l'eau, l'âge des ouvrages, leur état technique, leurs principes de fonctionnement, et indiquera les ouvrages nécessitant une mise en conformité ou un complément d'équipement.

ARTICLE 56 - REMISE DES INSTALLATIONS EN DEBUT DE CONTRAT.-

La Collectivité remettra au Fermier l'ensemble des installations constituant le service. Le Fermier les prendra en charge dans l'état où elles se trouvent. Faute d'avoir exprimé ses réserves sur l'état des ouvrages et signalé à la Collectivité les travaux de mise en conformité ou de complément d'équipement nécessaires, le Fermier ne pourra invoquer à aucun moment les dispositions des installations pour se soustraire aux obligations du présent cahier des charges. La Collectivité communiquera également au Fermier tous les plans en sa possession intéressant ces installations.



ARTICLE 57 - REMISE EN COURS DE CONTRAT DES INSTALLATIONS NEUVES.-

Tous les travaux de premier établissement seront exécutés par la Collectivité à ses frais et avec l'entrepreneur de son choix, selon les principes définis à l'article 25.

Le Fermier disposera d'un droit de contrôle sur l'exécution des travaux, conformément aux dispositions de l'article 27.

Les installations ainsi remises par la Collectivité au Fermier feront partie intégrante de l'affermage.

Dans un délai maximum de deux mois après remise, le Fermier devra assurer régulièrement l'exploitation du service.

L'inventaire prévu à l'article 55 ci-dessus sera complété par les parties à l'occasion de chaque remise d'installations neuves.

ARTICLE 58 - CONDITIONS PARTICULIERES.-

Exportation d'eau :

A la condition expresse que toutes les obligations du cahier des charges soient remplies, le Fermier pourra être autorisé à utiliser les ouvrages de l'affermage pour vendre de l'eau à des consommateurs situés en dehors du périmètre d'affermage.

Cette autorisation est accordée par délibération de la Collectivité.

L'utilisation, dans ces conditions, des ouvrages de la Collectivité par le Fermier peut donner lieu à rémunération après délibération de la Collectivité.

Importation :

Pour les besoins du service, le Fermier pourra acheter de l'eau à l'extérieur du périmètre d'affermage.

Transit :

Un autre service public pourra être autorisé à emprunter ou à établir à ses frais des ouvrages à l'intérieur du périmètre de l'affermage soit pour alimenter une distribution publique située en dehors du périmètre, soit pour disposer d'un secours pour son alimentation.

L'autorisation est accordée par la Collectivité qui en informe le Fermier. Celui-ci devra donner son accord s'il peut y avoir mélange d'eau du fait de l'utilisation de mêmes conduites par deux ou plusieurs services.



Les charges résultant du service ainsi rendu peuvent donner lieu à rémunération au profit de la Collectivité et au profit du Fermier.

CHAPITRE XII - EXPLOITATION

ARTICLE 59 - APPLICATION DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.-

La conception et la réalisation des travaux, l'exploitation et l'entretien des installations doivent respecter les dispositions administratives et techniques du code de la santé publique (articles L.1311-1 à L.1321-10) ainsi que les prescriptions du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine .

ARTICLE 60 - OUVRAGES DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION.-

Les ouvrages de production et d'adduction doivent être exploités conformément aux règles de l'art, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine productif.

ARTICLE 61 - PROVENANCE DE L'EAU.-

L'eau distribuée proviendra des sources de la SERVI, de ST JEAN et de SELENTE, ainsi que du captage des ISCLES.

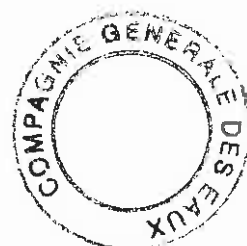
ARTICLE 62 - QUANTITE, QUALITE ET PRESSION.-

a) - Quantité :

Le Fermier s'engage à fournir toute l'eau nécessaire aux besoins publics et privés à l'intérieur du périmètre d'affermage.

Si les installations deviennent insuffisantes pour satisfaire à ces besoins, le Fermier devra présenter dans les meilleurs délais à la Collectivité, qui pourra l'adopter, le projet de travaux d'amélioration à exécuter pour rétablir la situation avec une marge de sécurité suffisante.

Les travaux seront exécutés dans les conditions définies aux articles 24 et 25 susvisés.



b) - Qualité :

L'eau distribuée devra présenter constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Le Fermier devra vérifier la qualité de l'eau distribuée aussi souvent qu'il sera nécessaire, se conformer à cet égard aux prescriptions du ministère chargé de la santé et donner toute facilité pour l'exercice des contrôles sanitaires, visites, prélèvements et analyses. Il sera toujours responsable des dommages qui pourraient être causés par la mauvaise qualité des eaux, conséquence du non respect des clauses du présent cahier des charges, sauf pour lui à exercer les recours de droit commun contre les auteurs de la pollution.

Le Fermier prend en charge les obligations en matière de prélèvements et d'analyses qui lui incombent en vertu du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Pour assurer constamment cette qualité, le Fermier utilisera en tant que de besoin les installations visées à l'article 55, ainsi que celles réalisées en vertu des articles 24 et 25 susvisés.

Si ces installations devenaient insuffisantes, soit en raison de modifications de la composition chimique, physique ou microbiologique de l'eau, soit au regard des instructions qui interviendraient postérieurement à la date de signature du présent contrat, les travaux complémentaires ou installations nouvelles qui deviendraient nécessaires devront être réalisés dans le plus bref délai. Les travaux seront exécutés sur proposition du Fermier, comme il est dit au chapitre V.

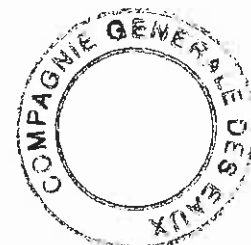
Le Fermier assure l'exploitation des installations existantes au mieux de leurs possibilités jusqu'au retour à une situation normale marqué par l'intégration au domaine affermé des ouvrages ou compléments d'ouvrages nécessaires.

En cas d'urgence, ces travaux seront réalisés par le Fermier, aux frais de la Collectivité.

A défaut, la Collectivité pourra le mettre en demeure, après l'avoir entendu :

- soit de réaliser les travaux nécessaires dans un délai fixé ;
- soit d'accepter l'utilisation de toutes ressources complémentaires en eau ;
- soit, d'une manière générale, de réaliser ou d'accepter toute solution technique permettant de rétablir dans le plus bref délai possible l'alimentation normale en eau présentant les qualités requises.

Lorsque la nécessité de ces mesures techniques ne résultera pas d'une faute du Fermier, leurs conséquences financières seront réglées par un accord entre la Collectivité et le Fermier. Cet accord devra être recherché avant la réalisation des travaux, sauf cas nécessitant une intervention immédiate du Fermier.



c) - Pression :

La pression minimale de l'eau en service normal, sauf pendant l'ouverture des bouches de lavage ou d'incendie, sera la pression compatible avec les installations existantes.

Si les installations devenaient insuffisantes pour satisfaire à ces conditions, le Fermier devra, dans les meilleurs délais, présenter à la Collectivité, qui pourra l'adopter, le projet de travaux d'amélioration à exécuter pour rétablir la situation avec une marge de sécurité suffisante. Les travaux seront exécutés dans les conditions définies aux articles 24 et 25 susvisés.

ARTICLE 63 - COMPTEURS.-

Dans les conditions prévues par le règlement du service, le Fermier pourra remplacer aux frais de l'abonné un compteur si la consommation de celui-ci se révèle supérieure ou inférieure aux débits journaliers fixés par le tableau ci-dessous :

Calibre normalisé du compteur		Débit maximal admissible		Débit admissible
Qn classe C	en mm	Instantané (en l/sec.)	Journalier (en m³)	Annuel (en m³)
1,5	15	0,3	36	0 à 4.500
2,5	20	1,4	60	300 à 7.500
5,0	30	2,3	120	2.500 à 15.000
10,0	40	5,6	240	5.000 à 30.000
20,0	60	11,1	480	10.000 à 80.000
30,0	80	16,7	720	20.000 à 90.000
50,0	100	27,8	1.200	40.000 à 1.450.000

L'entretien des compteurs ne comprend pas les frais particuliers de réparations qui ne seraient pas la conséquence de l'usage ; ces frais particuliers seront à la charge de l'abonné, qui devra prendre les précautions nécessaires, notamment en raison des risques de gel et de retour d'eau chaude.



ARTICLE 64 - VERIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS.-

Le Fermier pourra procéder, à ses frais, à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification ne donnera lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit d'exiger la vérification de son compteur dans les conditions prévues par le règlement du service. Si le compteur est conforme aux normes, l'abonné supportera les frais de vérification.

Les compteurs installés postérieurement à la signature du présent contrat seront placés en limite de propriété privée, dans des conditions précisées par le règlement du service, et permettant un accès facile aux agents du Fermier.

Le Fermier procèdera au relevé des compteurs deux fois par an.

ARTICLE 65 - BRANCHEMENTS PARTICULIERS.-

Un branchement particulier ne peut desservir qu'un seul abonné, sauf accord du Fermier et autorisation de la Collectivité.

Chaque branchement sera muni d'un robinet d'arrêt placé sous la voie publique.

Les installations intérieures après compteur seront établies et entretenues par les soins et aux frais des propriétaires ou abonnés. Elles seront conçues de façon à ne pas nuire au fonctionnement normal de la distribution ou à la qualité de l'eau.

ARTICLE 66 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE.-

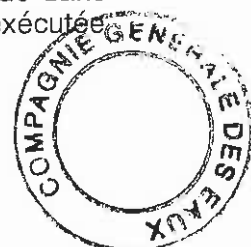
Le Fermier livrera gratuitement l'eau débitée par les prises d'incendie si elle est utilisée pour l'extinction des sinistres ou pour les manœuvres des sapeurs-pompiers.

En cas d'incendie, tout le personnel du Fermier, qualifié et disponible, sera mis gratuitement à la disposition des autorités pour effectuer les manœuvres du réseau.

Les conditions de fonctionnement du réseau en cas d'incendie seront prévues d'accord entre le Fermier et la Collectivité.

Des accords spéciaux définiront les conditions de fonctionnement des prises d'incendie situées en domaine privé.

La responsabilité du Fermier ne pourra être recherchée à la suite d'indisponibilité ou de mauvais fonctionnement d'une bouche d'incendie, que dans le cas où une réparation commandée par la Collectivité n'aurait pas été exécutée dans le délai imparti, fixé à l'article 71 ci-après.



ARTICLE 67 - CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE.-

L'eau sera mise à la disposition des abonnés en permanence, sauf en cas de force majeure ou dans les cas ci-après :

a) - Arrêts spéciaux :

Sous réserve de l'autorisation de la Collectivité, le service pourra être interrompu en cas de renforcements, d'extensions et d'installations de branchements.

Ces interruptions seront portées à la connaissance des abonnés au moins deux jours à l'avance.

b) - Arrêts d'urgence :

Pour les réparations sur le réseau, ou en cas d'accident exigeant une interruption immédiate, le Fermier est autorisé à prendre les mesures nécessaires, à la condition d'en aviser la Collectivité dans le plus bref délai.

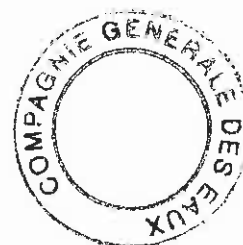
c) - Arrêts prolongés :

Si pour une cause quelconque, imputable au Fermier, un abonné payant l'eau d'après un tarif comportant une partie fixe est privé d'eau pendant plus de deux jours, le Fermier devra déduire de la facture de l'usager la fraction de la partie fixe qui correspond à la période où l'usager a été privé d'eau.

CHAPITRE XIII - TRAVAUX

ARTICLE 68 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES.-

Les ouvrages seront réputés avoir été établis dans des conditions leur permettant de supporter sans dommage toutes les conséquences de l'affectation normale des voies publiques et s'il y a lieu de l'usage des propriétés privées tel qu'il est défini par les conventions de servitude.



ARTICLE 69 - REPARTITION DES CATEGORIES DE TRAVAUX.-

En fonction de l'inventaire dressé à l'article 55 du présent contrat, les travaux d'entretien et de grosses réparations d'une part, de renouvellement d'autre part, seront répartis ainsi qu'il suit.

Les travaux d'entretien, de grosses réparations et de renouvellement comprennent toutes les opérations qui sont nécessaires pour assurer en permanence la continuité du service public et pour éviter un vieillissement anormal des installations.

1. Travaux d'entretien et de grosses réparations :

Les travaux d'entretien et de grosses réparations entrant dans le cadre du présent contrat comprennent toutes les opérations normales permettant d'assurer le maintien en état des installations du service jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de remplacement et de rénovation.

Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène, la propreté des installations et de leurs abords et leur intégration dans l'environnement.

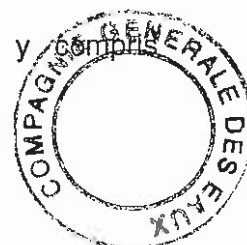
Les travaux d'entretien et de grosses réparations à la charge du Fermier comprennent notamment :

- Equipements

- surveillance et nettoyage des ouvrages,
- peinture des parties métalliques avec protection anticorrosion,
- ensemble des graissages, vidanges et vérifications périodiques nécessaires ainsi que les contrôles de sécurité prescrits pour certains équipements,
- réglages et essais,
- remplacement des petites pièces, des fusibles, des roulements, des clapets et des garnitures d'usure,
- autres réparations électromécaniques qui peuvent être effectuées sur place.

- Génie civil (captages, station de pompage, réservoirs avec chambre des vannes)

- réfection localisée d'enduits, de peintures extérieures des bâtiments, à une hauteur inférieure à trois mètres et pour une surface inférieure à 5 m²,
- nettoyage des ouvrages et de leurs abords immédiats,
- remise en peinture de l'ensemble des organes métalliques avec protection anticorrosion,
- réparation de fissures et d'éclats de béton à caractère ponctuel et limité,
- nettoyage des cuves et réservoirs (à une fréquence annuelle),
- réfection partielle des huisseries et serrureries,
- entretien et réparation des clôtures et portails, y compris serrurerie, dans la limite d'une longueur de 12 m.



- Canalisations

- surveillance générale des réseaux et recherche de fuites,
- réparation des appareils de robinetterie,
- réparation des fuites et remplacement ou réhabilitation d'un élément de canalisation d'une longueur inférieure à 6 m, sauf en cas de corrosion généralisée,
- purges du réseau à une fréquence suffisante pour assurer la fourniture de l'eau dans des conditions normales à tous les usagers.

- Système de télésurveillance

- interventions de vérification du bon fonctionnement,
- dépannage, remplacement des petites pièces.

- Branchements

- surveillance de la partie du branchement sous domaine public,
- réparation des appareils de robinetterie,
- réparation des fuites,
- opérations de vérification et de contrôle du bon fonctionnement des compteurs,
- mise à niveau des bouches à clé, sauf si cette mise à niveau est rendue nécessaire par des travaux de voirie.

2. Travaux de renouvellement

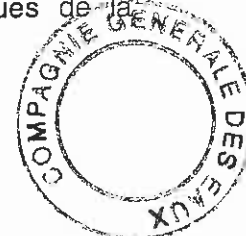
Les travaux de renouvellement entrant dans le cadre du présent contrat comprennent toutes les opérations autres que celles d'entretien préventif et curatif, et d'extension ou de renforcement des capacités des installations affermées, qui consistent à remplacer ou à réhabiliter les installations du service en cas d'usure ou de défaillance.

Ces opérations de remplacement ou de réhabilitation sont réalisées de façon à garantir les niveaux de performance des ouvrages, notamment leur durée d'utilisation, compte tenu de l'évolution technique et technologique.

Les travaux de renouvellement comprennent notamment :

- Equipements (à la charge du Fermier)

- remplacement des pompes, moteurs, transformateurs, armoires, horloges, enregistreurs, téléalarmes et autres appareils et installations ou leur rénovation complète incluant le remplacement d'éléments essentiels,
- rembobinage des moteurs,
- autres interventions nécessitant le transport des appareils en usine,
- remplacement des vannes et accessoires hydrauliques de la station de pompage et des réservoirs.
- remplacement des compteurs de production.



- Génie civil (à la charge de la Collectivité)

- réfection d'enduits et gros travaux d'étanchéité, réfection des peintures intérieures et extérieures des bâtiments et des toitures,
- remplacement complet des huisseries ou des clôtures,
- réfection partielle ou complète de la voirie à l'intérieur des installations afferchées,
- peintures intérieures et extérieures des ouvrages,
- ravalement des façades.

- Canalisations (à la charge de la Collectivité)

- nettoyage des canalisations et rénovation du réseau de distribution par détartrage physique ou chimique,
- remplacement des canalisations,
- remplacement de l'ensemble des vannes et accessoires hydrauliques.

- Système de télégestion (à la charge du Fermier)

- remplacement de la totalité d'un système ou de l'un de ses éléments essentiels.

- Branchements (à la charge du Fermier)

- remplacement complet des branchements (ou réhabilitation par la technique la mieux appropriée).

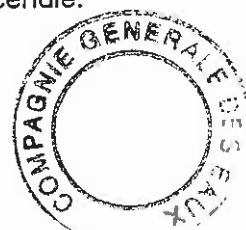
ARTICLE 70 - REGIME DES CANALISATIONS PLACEES SOUS LA VOIE PUBLIQUE.-

Le Fermier devra se conformer à la réglementation applicable aux canalisations placées sous la voie publique.

Le déplacement des canalisations situées sous la voie publique sera opéré, chaque fois que nécessaire, aux frais de la Collectivité. Les travaux correspondants seront librement attribués par la Collectivité dans les conditions définies aux articles 24 et 25 susvisés.

ARTICLE 71 - TRAVAUX SUR LES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF.-

Les ouvrages à usage municipal comprennent notamment les bouches de lavage et d'arrosage, les chasses d'égouts, les prises d'incendie.



Les ouvrages à usage collectif comprennent notamment les fontaines et les bornes-fontaines.

Ces ouvrages sont établis, déplacés et supprimés par le Fermier à la demande de la Collectivité. Ces travaux sont mis à la charge de la Collectivité et leur montant est estimé d'après le bordereau des prix annexé au présent cahier des charges.

Les réparations devront être effectuées dans le délai maximum de 5 jours ouvrables à compter du jour où un défaut aura été signalé au Fermier.

ARTICLE 72 - PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX.-

Dans le cas où le Fermier ne participe pas aux appels à la concurrence, et pour les choix techniques préalables à l'attribution des travaux, la Collectivité pourra demander au Fermier de participer à titre facultatif aux réunions des Commissions d'attribution des travaux.

ARTICLE 73 - CONTROLE DES TRAVAUX CONFIES AU FERMIER.-

Pour les travaux confiés exclusivement au Fermier par le présent contrat, le Fermier tiendra à la disposition de la Collectivité les constatations de travaux, en quantité et en valeur.

Les travaux confiés au Fermier en application du contrat seront effectués conformément aux prescriptions techniques applicables aux marchés publics.



TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

CHAPITRE XIV - APPLICATION DES CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 74 - PAIEMENT DES SOMMES DUES AU FERMIER PAR LES USAGERS.-

a) - Services rendus :

Les usagers disposent de quinze jours pour régler les sommes afférentes à leurs consommations d'eau et aux travaux et prestations effectués pour eux par le Fermier.

b) - Travaux neufs :

Toutefois, en ce qui concerne les travaux neufs, les usagers peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances égales et mensuelles ; la première sera réglée comme indiqué en a) ci-dessus .

c) - Sanctions :

Si les sommes dues restent impayées au terme d'un délai de huit jours, à compter de l'envoi d'une lettre de rappel valant mise en demeure, le service pourra être suspendu dans les conditions définies au Règlement du Service.

L'abonné pourra se voir réclamer les pénalités de retard prévues par le Règlement du Service et, lorsqu'il y a lieu, conformément à la loi du 9 juillet 1991, la compensation des frais exposés par le Fermier pour obtenir le paiement.

d) - Sommes dues par la Collectivité :

Par dérogation au a) ci-dessus, la Collectivité disposera d'un délai de quarante cinq jours pour régler les sommes dues par elle au titre des consommations municipales et des travaux effectués pour son compte par le Fermier. Passé ce délai, le Fermier sera en droit de demander des intérêts calculés au taux légal en vigueur.



ARTICLE 75 - TRAVAUX SUR BORDEREAU.-

Les travaux neufs au financement desquels il ne participe pas et qui sont attribués au Fermier à titre exclusif ou sans qu'il y ait eu appel à la concurrence, sont estimés d'après le bordereau de prix joint au présent contrat.

Sont attribués à titre exclusif et estimés d'après le bordereau :

- Les travaux neufs de branchement (sauf l'option prévue par l'article 22 ci-dessus), la pose des compteurs, le renouvellement des branchements (sauf en cas de renforcements), les travaux sur les ouvrages municipaux ou collectifs et les extensions en régime particulier.

ARTICLE 76 - ENTRETIEN DES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF

Les ouvrages à usage municipal et collectif sont entretenus par le Fermier, aux frais de la Collectivité, (à l'exception des petits travaux d'entretien concernant les poteaux d'incendie qui sont à la charge du Fermier) après accord de celle-ci sur un devis fourni à cet effet par le Fermier sauf urgence.

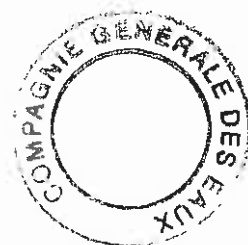
Les frais d'entretien sont estimés d'après le bordereau de prix des travaux neufs annexé au présent contrat.

ARTICLE 77 - PAIEMENT DES EXTENSIONS EN REGIME PARTICULIER.-

- Cas de simultanéité des demandes :

Dans le cas prévu à l'article 26 ci-dessus où plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le Fermier répartira les frais entre les futurs abonnés conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension.



ARTICLE 78 - DELAIS DE REGLEMENT DES FRAIS DE TRAVAUX ET D'ENTRETIEN DUS PAR LA COLLECTIVITE.-

1 - Travaux et prestations exclusivement confiés au Fermier :

Les sommes dues par la Collectivité en raison des travaux et des prestations d'entretien exécutés pour son compte par le Fermier devront être réglées dans les délais et conditions indiqués à l'article 74 d) ci-dessus.

2 - Travaux attribués par marchés négociés ou après mise en concurrence

Les sommes dues par la Collectivité à l'occasion des travaux exécutés pour son compte et attribués au Fermier par application du Code des Marchés Publics seront réglés conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE XV - PRODUCTION DES COMPTES

ARTICLE 79 - COMPTES RENDUS ANNUELS.-

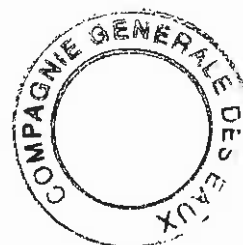
Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le Fermier produira chaque année un compte rendu technique et un compte rendu financier conformes aux obligations légales.

Le Fermier devra, à l'aide de ces documents, mettre en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de l'affermage sont remplies.

La non-production du compte rendu constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée, dans les conditions définies à l'article 45 du traité d'affermage, par une pénalité fixée à 1% du montant des recettes du Fermier pour l'année précédente.

ARTICLE 80 - COMPTE RENDU TECHNIQUE.-

Au titre du compte rendu technique, le Fermier fournira, au moins, les indications suivantes :



Les dépenses d'exploitation visées ci-dessus seront exclusivement celles qui se rapportent à l'affermage. Si le Fermier exerce d'autres activités que la distribution de l'eau, il y aura lieu de ventiler les dépenses afférentes à ces diverses activités, en tenant compte notamment des chiffres d'affaires respectifs.

ARTICLE 83 – CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE.-

La Collectivité aura le droit de contrôler les renseignements donnés tant dans le compte rendu annuel que dans le compte de l'exploitation visé ci-dessus.

A cet effet, ses agents accrédités pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils pourront procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que l'installation est exploitée dans les conditions du présent cahier des charges et prendre connaissance localement de tous documents, techniques et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

CHAPITRE XVI - CLAUSES DIVERSES

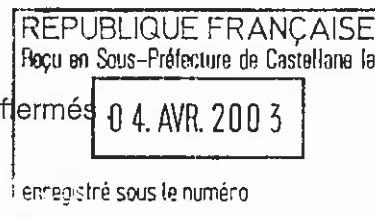
ARTICLE 84 - DOCUMENTS ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES.-

Sont annexés au présent cahier des charges :

- le règlement du service.
- le bordereau des prix pour travaux neufs :
- le compte d'exploitation prévisionnel.

Seront ultérieurement annexés au présent cahier des charges :

- l'inventaire des biens confiés au Fermier (voir article 55 ci-dessus)
- le statut du personnel,
- le plan du périmètre d'affermage et des ouvrages affermés



La Commune de
SAINT- ANDRE - LES - ALPES,

Le Maire,

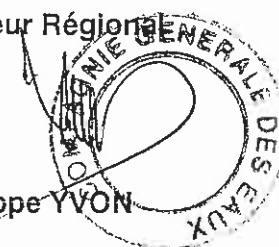
Jacques BOETTI



La COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Le Directeur Régional

Philippe YVON



Le Règlement du Service de l'Eau

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Reçu en Sous-Préfecture de Castellane le



04. AVR. 2003

Enregistré sous le numéro

Le Service de l'Eau

Le Service de l'Eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau, service client).

une mise en service rapide de votre alimentation en eau lorsque vous emménagez dans un nouveau logement, l'eau est rétablie au plus tard le jour ouvré qui suit votre appel. L'ensemble des prestations ainsi garanties fait l'objet de la Charte Service Client qui vous est remise à la souscription de votre contrat. En cas de non-respect des délais garantis, le Distributeur d'eau vous offre l'équivalent de 10 000 litres d'eau avec un minimum de 22,87 euros. Ces garanties sont susceptibles d'évoluer pour mieux répondre aux attentes des clients.

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

Vous

désigne le client

c'est-à-dire toute personne physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

Ce peut être :

le propriétaire ou le locataire du logement de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic.

La Collectivité

désigne la Commune de

SANT-ANDRE-LES-ALPES en charge du Service de l'Eau.

Le Distributeur d'eau

désigne la

Compagnie Générale des Eaux

à qui la Collectivité a confié l'approvisionnement en eau potable des clients desservis par le réseau dans les conditions du règlement du service.

Le règlement du service

désigne le document établi

par la Collectivité et adopté par délibération du XXXX/XXX, il définit les obligations mutuelles du Distributeur d'eau et du client.



1-1 La qualité de l'eau fournie

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment le Distributeur d'eau pour connaître les caractéristiques de l'eau.

Le Distributeur d'eau est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

1-2 Les engagements du Distributeur

En livrant l'eau chez vous, le Distributeur d'eau s'engage à mettre en œuvre un service de qualité. Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

• un contrôle régulier de l'eau

avec de nombreuses analyses de la qualité sur le réseau public qui s'ajoutent au contrôle réglementaire déjà effectué par les services du Ministère de la Santé,

• une assistance technique

au 0 811 900 700*, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant votre alimentation en eau avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 (ou 4) heures en cas d'urgence,

• un accueil téléphonique

au 0 811 900 700* du lundi au vendredi de 8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions,

• une réponse écrite à vos courriers dans les 8 jours suivant leur réception,

qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau, ou sur votre facture,

• le respect des horaires de rendez-vous

pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile avec une plage horaire de 2 heures maximum garantie,

• une étude et une réalisation rapide

pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau avec :

- envoi du devis sous 8 jours après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),
- réalisation des travaux au plus tard dans les 15 jours ou ultérieurement à la date qui vous convient après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives,

1-3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder à titre onéreux ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie,
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser les plombs ou cachets ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public ;
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations raccordées au réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. Le Distributeur d'eau se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres clients.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions du Distributeur d'eau ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

1-4 Les interruptions du service

Le Distributeur d'eau est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans

l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, le Distributeur d'eau vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Le Distributeur d'eau ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la partie fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

1-5 Les modifications et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser le Distributeur d'eau à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, le Distributeur d'eau doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le Distributeur d'eau a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1-6 En cas d'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au Distributeur d'eau et au



Votre contrat

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

service de lutte contre l'incendie.

2-1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone au 0 811 900 700 ou par écrit auprès du Distributeur d'eau.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Eau.

Les frais d'accès au Service de l'Eau s'élèvent à 40,00 euros H.T. au 01/04/2003. Ce montant est actualisable selon l'indice PsdC

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service est suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

2-2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone au 0 811 900 700* ou par lettre simple, avec un préavis de 5 jours. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si votre successeur s'est fait connaître et s'il emménage dans un délai court.

Attention : en partant, vous devez fermer le robinet d'arrêt du compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention du Distributeur d'eau. Celui-ci ne pourra pas être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés ouverts.

Le Distributeur d'eau peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la fermeture de votre alimentation en eau,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations.

2-3 Si vous habitez un immeuble collectif

Quand une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau a été passée entre votre immeuble et le Distributeur d'eau :

- tous les locaux, appartements ou points d'eau doivent être équipés de compteurs avec robinet d'arrêt et des contrats individuels doivent être souscrits ;
- un contrat spécial dit "de pied d'immeuble" doit être souscrit par le propriétaire de l'immeuble ou la copropriété pour le compteur général "de pied d'immeuble".

En cas de résiliation de la convention, d'individualisation, les contrats individuels sont résiliés de plein droit et l'alimentation en eau de l'immeuble fait alors l'objet d'un contrat unique souscrit par le propriétaire ou la copropriété.

* prix d'un appel local



Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures :
Quand la facture n'est pas établie à part de votre consommation réelle, mesurée : le relevé de votre compteur, elle est alors es

présentation de la facture

Votre facture comporte, pour l'eau potable, 2 rubriques.

• La distribution de l'eau, avec :

- une part revenant au Distributeur d'eau pour couvrir les frais de fonctionnement du Service de l'Eau ;
- et éventuellement une part revenant à la Collectivité pour couvrir ses charges (notamment, d'investissements nécessaires aux installations de production et de distribution d'eau).

Chacune de ces rubriques peut se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable en fonction de la consommation.

• Les redevances aux organismes publics

Elles reviennent à l'Agence de l'Eau (préservation des ressources en eau, lutte contre la pollution), au FNDAE (aide au développement des réseaux ruraux), et éventuellement aux VNF (Voies Navigables de France).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Votre facture peut aussi inclure une troisième rubrique pour le Service de l'Assainissement (collecte et traitement des eaux usées).

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3-2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat entre la Collectivité et le Distributeur d'eau, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

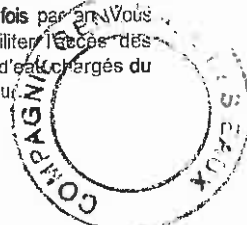
Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant au Distributeur d'eau est au plus tard celle du début de période de consommation.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

3-3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué au moins une fois par an. Vous devez, pour cela, faciliter l'accès des agents du Distributeur d'eau chargés du relevé de votre compteur.



Si, au moment du relevé, l'agent du Distributeur d'eau ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place :

- soit un avis de second passage,
- soit une "carte-relevé" à compléter et renvoyer dans un délai maximal de 8 jours.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si vous n'avez pas renvoyé la "carte-relevé" dans le délai indiqué, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé dans un délai d'un mois. Si passé ce délai, le compteur n'a toujours pas pu être relevé, l'alimentation en eau peut être interrompue et cela, à vos frais.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le Distributeur d'eau.

Vous pouvez à tout moment contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur. De ce fait, vous ne pouvez demander aucune réduction de consommation en raison de fuites dans vos installations privées.

Pour vous garantir contre les conséquences financières d'une surconsommation liée à une fuite accidentelle dans vos installations privées, vous pouvez, si vous le souhaitez, adhérer à un contrat Assurance Fuite. Les conditions de ce contrat vous sont précisées lors de votre adhésion.

3-4 Le cas des immeubles collectifs

La consommation facturée au litre du contrat spécial "de pied d'immeuble" correspond à la différence entre le volume relevé au compteur général de "pied d'immeuble" et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels.

3-5 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite indiquée sur la facture.

Votre abonnement est facturé d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis.

Votre consommation est facturée à terme échu. En cas de période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente.

Vous pouvez régler votre facture :

- par prélèvement automatique,
- par TIP,
- par Internet,
- par chèque bancaire ou postal,
- en espèces dans les bureaux de Poste.

Si le montant de votre facture est supérieur à 15,60 euros par mois, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels. Dans ce cas, vous recevez une seule facture par an, établie après le relevé de votre compteur.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de facturation semestrielle.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part au Distributeur d'eau sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par le Distributeur d'eau), recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis ("Convention Solidarité Eau")...

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3-6 En cas de non paiement

Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité de retard. Cette pénalité est calculée, à compter de la date limite de paiement, sur la totalité du montant impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal, par quinzaine indivisible (avec une perception minimum de 9,15 euros TTC qui pourra être actualisée). Ce montant figure sur votre facture.

En outre, après l'envoi d'une lettre de rappel valant mise en demeure restée sans effet dans le délai mentionné, l'alimentation en eau peut être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption et les frais d'arrêt et de mise en service de l'alimentation en eau sont à votre charge.

En cas de non-paiement, le Distributeur d'eau poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.



Le branchement

On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage.

4-1 La description

Le branchement comprend 3 éléments :

1. la prise d'eau sur la conduite de distribution publique et le robinet de prise d'eau,
2. la canalisation située tant en domaine public qu'en domaine privé,
3. le point de livraison regroupant en général, le robinet d'arrêt avant compteur, le compteur et le clapet anti-retour et éventuellement un robinet après compteur et un réducteur de pression

Les installations privées commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, le Distributeur d'eau peut demander au propriétaire ou à la copropriété d'installer un

dispositif de disconnection anti-retour d'eau, en plus du "clapet anti-retour" qui fait partie du branchement.

Pour les immeubles collectifs, le compteur du branchement est le compteur général de "pied d'immeuble".

4-2 L'installation et la mise en service

Le branchement est établi après acceptation de la demande par le Distributeur d'eau et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur.

Les travaux d'installation sont réalisés par le Distributeur d'eau et sous sa responsabilité, à l'exception des dispositifs de disconnection anti-retour d'eau (hormis le "clapet anti-retour").

Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement. Le propriétaire ou la copropriété doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. Si sa longueur est supérieure à 20 mètres, le propriétaire ou la copropriété peut recourir à l'entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille sous sa responsabilité.

Le Distributeur d'eau peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies pour chaque cas particulier.

La mise en service du branchement est effectuée par le Distributeur d'eau, seul habilité à manoeuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

4-3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou de la copropriété.

Avant l'exécution des travaux, le Distributeur d'eau établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat passé entre lui et la Collectivité. Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis.

4-4 L'entretien

Le Distributeur d'eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de la partie du branchement située en domaine public.

En revanche, les frais de déplacement ou de modification du branchement effectués à la demande du propriétaire ou de la copropriété sont à sa charge. Il en est de même pour les frais résultant d'une faute de sa part.

Le propriétaire ou la copropriété est chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé (compteur compris). En conséquence, le Distributeur d'eau n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine privé lié à un défaut de garde ou surveillance.

4-5 La fermeture et l'ouverture

En dehors de la souscription et de la résiliation du contrat, les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement à 23,00 euros H.T au 01/04/2003 et sont actualisables selon l'indice PsdC.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.

5-1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont la propriété



Le compteur

On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur.

de la compagnie Générale des Eaux. Même si vous n'en êtes pas propriétaire, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par le Distributeur d'eau en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le Distributeur d'eau remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Le Distributeur d'eau peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent.

5-2 L'Installation

Le compteur (pour les immeubles collectifs, le compteur général de "pied d'immeuble") est généralement placé en propriété privée, aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse du Distributeur d'eau). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Le compteur est installé dans un abri spécial conforme aux règles de l'art

(assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé à vos frais soit par vos soins, soit par le Distributeur d'eau.

Nul ne peut déplacer cet abri ni en modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur sans autorisation du Distributeur d'eau.

Si vous habitez dans un immeuble collectif, votre compteur individuel doit être lui aussi accessible pour toute intervention.

5-3 La vérification

Le Distributeur d'eau peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez, vous-même, demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par le Distributeur d'eau sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du Distributeur d'eau. La consommation de la période en cours est alors rectifiée.

5-4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur sont assurés par le Distributeur d'eau, à ses frais.

Lors de la pose de votre compteur, le Distributeur d'eau vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

Si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du Distributeur d'eau.

En revanche, il est réparé ou remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

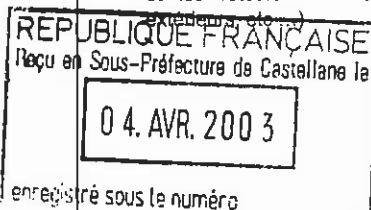


Les installations privées

On appelle "installations privées", les installations de distribution situées au-delà du compteur (y compris le joint et le robinet d'arrêt après compteur et/ou le "clapet anti-retour").

Pour les immeubles collectifs, elles désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés au-delà du compteur général de "pied d'immeuble".

- son plomb de scellement a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc.).



6-1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, le Distributeur d'eau, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

Le Distributeur d'eau se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, le Distributeur d'eau peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, le Distributeur d'eau peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses. Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avvertir le Distributeur d'eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

6-2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas au Distributeur d'eau. Il ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

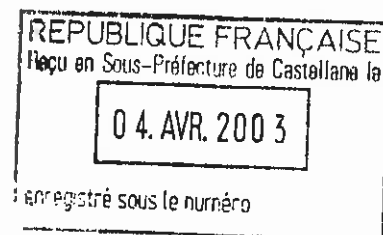


Handwritten signature and stamp.

Commune de SAINT ANDRE LES ALPES

1° CANALISATIONS :

PRIX en EUROS HORS TAXES (valeur au 01/04/03)



FOURNITURE et POSE FONTE	Unité	PRIX UNITAIRES
--------------------------	-------	----------------

DN 40

F et P contrebride 40mm	UN	36,29
-------------------------	----	-------

DN 60

F et P Tuyau fonte JF STD 60	ML	29,48
F et P bride emboîtement 60mm	UN	90,74
F et P bride uni 60mm	UN	58,99
F et P manchon express 60mm	UN	101,01
F et P coude fonte 60mm	UN	104,22
F et P contrebride 60mm	UN	40,38
F et P plaque réduction 60mm	UN	71,46
F et P TE Fonte 60mm	UN	110,32

DN 80

F et P Tuyau fonte JF STD 80	ML	34,59
F et P bride emboîtement 80mm	UN	122,86
F et P bride uni 80mm	UN	65,23
F et P manchon express 80mm	UN	158,78
F et P coude fonte 80mm	UN	172,38
F et P cône fonte 80x60	UN	162,28
F et P contrebride 80mm	UN	45,50
F et P plaque réduction 80mm	UN	69,26
F et P TE Fonte 80mm	UN	170,47
plus value pour joint express VI 80 mm	UN	18,91

DN 100

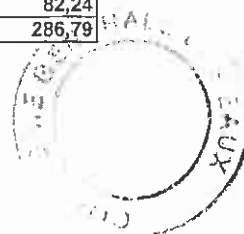
F et P Tuyau fonte JF STD 100	ML	42,64
F et P bride emboîtement 100mm	UN	153,08
F et P bride uni 100mm	UN	90,02
F et P manchon express 100mm	UN	181,70
F et P coude fonte 100mm	UN	199,06
F et P cône fonte 100mm	UN	194,93
F et P contrebride 100mm	UN	64,24
F et P plaque réduction 100mm	UN	99,06
F et P TE Fonte 100mm	UN	199,30
plus value pour joint express VI 100 mm	UN	27,24

DN 150

F et P Tuyau fonte JF STD 150	ML	60,63
F et P bride emboîtement 150mm	UN	213,18
F et P bride uni 150mm	UN	132,84
F et P manchon express 150mm	UN	244,23
F et P coude fonte 150mm	UN	269,70
F et P cône fonte 150mm	UN	264,21
F et P contrebride 150mm	UN	87,77
F et P plaque réduction 150mm	UN	139,13
F et P TE Fonte 150mm	UN	269,92
plus value pour joint express VI 150 mm	UN	51,67

DN200

F et P Tuyau fonte JF STD 200	ML	82,24
F et P bride emboîtement 200mm	UN	286,79



FOURNITURE et POSE FONTE	Unité	PRIX UNITAIRES
F et P bride uni 200mm	UN	176,94
F et P manchon express 200mm	UN	338,44
F et P coude fonte 200mm	UN	375,25
F et P cone fonte 200mm	UN	360,37
F et P contrebride 200mm	UN	108,09
F et P plaque réduction 200mm	UN	161,18
F et P TE Fonte 200mm	UN	375,20
plus value pour joint express VI 200 mm	UN	58,83

DN250

F et P Tuyau fonte JF STD 250	ML	104,59
F et P bride emboitement 250mm	UN	373,06
F et P bride uni 250mm	UN	309,09
F et P manchon express 250mm	UN	416,19
F et P coude fonte 250mm	UN	465,04
F et P cone fonte 250mm	UN	449,01
F et P contrebride 250mm	UN	156,25
F et P plaque réduction 250mm	UN	221,43
F et P TE Fonte 250mm	UN	465,26
plus value pour joint express VI 250 mm	UN	104,35

DN300

F et P Tuyau fonte JF STD 300	ML	129,92
F et P bride emboitement 300mm	UN	471,44
F et P bride uni 300mm	UN	368,14
F et P manchon express 300mm	UN	568,76
F et P coude fonte 300mm	UN	684,69
F et P cone fonte 300mm	UN	605,79
F et P contrebride 300mm	UN	177,82
F et P plaque réduction 300mm	UN	280,11
F et P TE Fonte 300mm	UN	738,01
plus value pour joint express VI 100 mm	UN	113,12

DN350

F et P Tuyau fonte JF STD 350	ML	170,36
F et P bride emboitement 350mm	UN	637,49
F et P bride uni 350mm	UN	482,77
F et P manchon express 350mm	UN	733,91
F et P coude fonte 350mm	UN	980,33
F et P cone fonte 350mm	UN	796,27
F et P contrebride 350mm	UN	268,37
F et P TE Fonte 100mm	UN	964,15

DN400

F et P Tuyau fonte JF STD 400	ML	199,26
F et P bride emboitement 400mm	UN	711,80
F et P bride uni 400mm	UN	614,56
F et P manchon express 400mm	UN	840,97
F et P coude fonte 400mm	UN	1132,22
F et P cone fonte 400mm	UN	916,62
F et P contrebride 400mm	UN	373,10
F et P TE Fonte 400mm	UN	1103,03

DN500

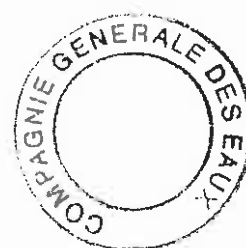
F et P Tuyau fonte JF STD 500	ML	267,73
F et P bride emboitement 500mm	UN	1213,23
F et P bride uni 500mm	UN	1151,18
F et P manchon express 500mm	UN	1363,93
F et P coude fonte 500mm	UN	1875,28
F et P TE Fonte 500mm	UN	2129,02



FOURNITURE et POSE FONTE	Unité	PRIX UNITAIRES
--------------------------	-------	----------------

DN600

F et P Tuyau fonte JF STD 600	ML	357,70
F et P bride emboitement 600mm	UN	1928,03
F et P bride uni 600mm	UN	1574,07
F et P manchon express 600mm	UN	1750,64
F et P coude fonte 600mm	UN	2555,34
F et P cone fonte 600mm	UN	2089,51
F et P TE Fonte 600mm	UN	2951,36



FOURNITURE et POSE PVC	Unité	PRIX UNITAIRES HT
------------------------	-------	-------------------

DN 63

F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 63	ML	16,73
F et PCoude fonte pour PVC 63	UN	44,98
F et P TE fonte pour PVC 63	UN	69,08

DN 75

F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 75	ML	18,65
F et PCoude fonte pour PVC 75	UN	51,04
F et P TE fonte pour PVC 110	UN	64,41

DN 90

F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 90	ML	23,09
F et PCoude fonte pour PVC 90	UN	56,84
F et P TE fonte pour PVC 90	UN	86,73

DN 110

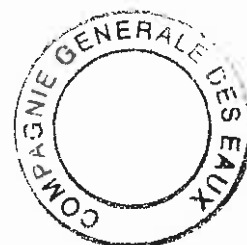
F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 110	ML	33,24
F et P Tuyau Bio-Roc 110	ML	33,41
F et PCoude fonte pour PVC 110	UN	70,89
F et P TE fonte pour PVC 110	UN	80,18

DN 125

F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 125	ML	33,93
F et PCoude fonte pour PVC 125	UN	96,43
F et P TE fonte pour PVC 125	UN	154,50

DN 160

F et P Tuyau PVC 16 bars Jt caoutch 160	ML	45,84
F et P Tuyau Bio-Roc 160	ML	39,55
F et PCoude fonte pour PVC 160	UN	218,35
F et P TE fonte pour PVC 160	UN	168,90



FOURNITURE et POSE PEHD	Unité	PRIX UNITAIRES HT
-------------------------	-------	-------------------

DN 50

F et P Tuyau PEHD 50 16 bars	ML	13,53
F et P Manchon electro BT femelle 50	UN	23,46
F et P Manchon transition electro BT femelle 50	UN	22,70
F et P coude PEHD 50	UN	31,53
F et P bouchon PEHD 50	UN	27,37
F et P collet + bride PEHD 50	UN	43,74

DN 63

F et P Tuyau PEHD 63 16 bars	ML	16,37
F et P Manchon electro BT femelle 63	UN	25,53
F et P Manchon transition electro BT femelle 63	UN	69,91
F et P coude PEHD 63	UN	37,19
F et P Té PEHD 63	UN	39,95
F et P Réduction PEHD 63	UN	34,82
F et P bouchon PEHD 63	UN	30,66
F et P collet + bride PEHD 63	UN	48,40

DN 75

F et P Tuyau PEHD 75 16 bars	ML	19,16
F et P Manchon electro BT femelle 75	UN	30,74
F et P coude PEHD 75	UN	46,00
F et P Té PEHD 75	UN	51,38
F et P Réduction electro Bout mâle 75	UN	20,27
F et P bouchon PEHD 75	UN	37,44
F et P collet + bride PEHD 75	UN	52,34

DN 90

F et P Tuyau PEHD 90 16 bars	ML	22,90
F et P Manchon electro BT femelle 90	UN	32,12
F et P coude PEHD 90	UN	47,37
F et P Té PEHD 90	UN	56,66
F et P Réduction PEHD 90	UN	47,81
F et P bouchon PEHD 90	UN	43,21
F et P collet + bride PEHD 90	UN	57,25

DN 110

F et P Tuyau PEHD 110 16 bars	ML	24,46
F et P Manchon electro BT femelle 110	UN	37,83
F et P coude PEHD 110	UN	68,91
F et P Té PEHD 110	UN	75,32
F et P Réduction PEHD 110	UN	61,54
F et P bouchon PEHD 110	UN	52,57
F et P collet + bride PEHD 110	UN	67,28

DN 125

F et P Tuyau PEHD 125 16 bars	ML	29,19
F et P Manchon electro BT femelle 125	UN	44,47
F et P coude PEHD 125	UN	79,72
F et P Té PEHD 125	UN	117,37
F et P Réduction PEHD 125	UN	81,00
F et P bouchon PEHD 125	UN	68,18
F et P collet + bride PEHD 125	UN	71,40

DN 160

F et P Tuyau PEHD 160 16 bars	ML	43,05
F et P Manchon electro BT femelle 160	UN	63,79
F et P coude PEHD 160	UN	162,48
F et P Té PEHD 160	UN	140,37
F et P Réduction PEHD 160	UN	99,21
F et P Réduction PEHD 180	UN	134,45
F et P bouchon PEHD 160	UN	97,11
F et P collet + bride PEHD 160	UN	101,73

DN 200

F et P Tuyau PEHD 200 16 bars	ML	63,42
F et P Manchon electro BT femelle 200	UN	98,18



FOURNITURE et POSE PEHD	Unité	PRIX UNITAIRES HT
-------------------------	-------	-------------------

DN 50

F et P Tuyau PEHD 50 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 50	UN	13,53
F et P Manchon transition electro BT femelle 50	UN	23,46
F et P coude PEHD 50	UN	22,70
F et P bouchon PEHD 50	UN	31,53
F et P collet + bride PEHD 50	UN	27,37
	UN	43,74

DN 63

F et P Tuyau PEHD 63 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 63	UN	16,37
F et P Manchon transition electro BT femelle 63	UN	25,53
F et P coude PEHD 63	UN	69,91
F et P Té PEHD 63	UN	37,19
F et P Réduction PEHD 63	UN	39,95
F et P bouchon PEHD 63	UN	34,82
F et P collet + bride PEHD 63	UN	30,66
	UN	48,40

DN 75

F et P Tuyau PEHD 75 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 75	UN	19,16
F et P coude PEHD 75	UN	30,74
F et P Té PEHD 75	UN	46,00
F et P Réduction electro Boul mâle 75	UN	51,38
F et P bouchon PEHD 75	UN	20,27
F et P collet + bride PEHD 75	UN	37,44
	UN	52,34

DN 90

F et P Tuyau PEHD 90 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 90	UN	22,90
F et P coude PEHD 90	UN	32,12
F et P Té PEHD 90	UN	47,37
F et P Réduction PEHD 90	UN	56,66
F et P bouchon PEHD 90	UN	47,81
F et P collet + bride PEHD 90	UN	43,21
	UN	57,25

DN 110

F et P Tuyau PEHD 110 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 110	UN	24,46
F et P coude PEHD 110	UN	37,83
F et P Té PEHD 110	UN	68,91
F et P Réduction PEHD 110	UN	75,32
F et P bouchon PEHD 110	UN	61,54
F et P collet + bride PEHD 110	UN	52,57
	UN	67,28

DN 125

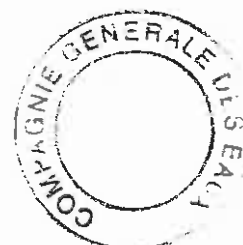
F et P Tuyau PEHD 125 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 125	UN	29,19
F et P coude PEHD 125	UN	44,47
F et P Té PEHD 125	UN	79,72
F et P Réduction PEHD 125	UN	117,37
F et P bouchon PEHD 125	UN	81,00
F et P collet + bride PEHD 125	UN	68,18
	UN	71,40

DN 160

F et P Tuyau PEHD 160 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 160	UN	43,05
F et P coude PEHD 160	UN	63,79
F et P Té PEHD 160	UN	162,48
F et P Réduction PEHD 160	UN	140,37
F et P Réduction PEHD 180	UN	99,21
F et P bouchon PEHD 160	UN	134,45
F et P collet + bride PEHD 160	UN	97,11
	UN	101,73

DN 200

F et P Tuyau PEHD 200 16 bars	ML	
F et P Manchon electro BT femelle 200	UN	63,42
	UN	98,18



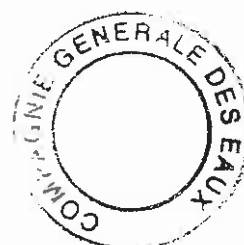
FOURNITURE et POSE PEHD	Unité	PRIX UNITAIRES HT
-------------------------	-------	-------------------

DN 250

F et P Tuyau PEHD 250 16 bars	ML	50,62
F et P Manchon electro BT femelle 125	UN	143,30

DN 315

F et P Tuyau PEHD 315 16 bars	ML	58,12
F et P Manchon electro BT femelle 315	UN	190,42



FOURNITURE et POSE ACIER	Unité	PRIX UNITAIRES HT
--------------------------	-------	-------------------

DN 40

F et P Acier non Revêtu intérieur DN 40	ML	14,67
F et P Bride uni Acier DN40	UN	82,99
F et P Courbe Vallourec DN40	UN	62,20
F et P Fond bombé Vallourec DN 40	UN	27,11
F et P Bride tourn. GN10 acier 40 aies 48,3	UN	29,60
F et P Collet à souder 40 aies 48,3	UN	36,52
F et P Bride coller GN10 acier 48,3	UN	29,81

DN 60

F et P Acier non Revêtu Intérieur 60	ML	19,78
F et P Bride uni Acier 60	UN	102,98
F et P Virole acier 70 pour DN 60	UN	89,80
F et P Courbe Vallourec 60	UN	82,66
F et P Bride tourn. GN10 acier 60	UN	36,53
F et P Collet à souder 100 aies 60	UN	52,55
F et P Adapt libre standard 60	UN	121,63
F et P Adapt autob tai appui PN 10 DN TB 70	UN	187,84
F et P Adapt libre standard DN70	UN	121,63

DN 80

F et P Acier Revêtu DN 80	ML	33,99
F et P Bride uni Acier DN 80	UN	124,46
F et P Virole acier 80	UN	123,82
F et P Courbe Vallourec DN 80	UN	103,46
F et P Réduction Acier 80	UN	95,88
F et P Fond bombé Vallourec DN 80	UN	43,98
F et P Bride tourn. GN10 acier 80 aies 88,9	UN	36,39
F et P Collet à souder 80 aies 88,9	UN	58,99
F et P Bride coller GN10 acier 80	UN	41,69
F et P Adapt libre standard 88,1	UN	139,47

DN 100

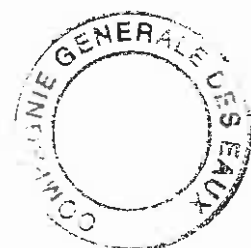
F et P Acier Revêtu 114	ML	38,83
F et P Bride uni Acier 114	UN	151,60
F et P Virole acier 100	UN	147,41
F et P Courbe Vallourec 114	UN	132,91
F et P Réduction Acier 114,3	UN	118,53
F et P Fond bombé Vallourec 114	UN	55,14
F et P Bride plate GN25 acier 100 aies 114,3	UN	143,16
F et P Bride tourn. GN10 acier 100 aies 114,3	UN	48,82
F et P Collet à souder 100 aies 114,3	UN	72,90
F et P Bride coller GN10 acier 100	UN	56,73
F et P Adapt autob TB 114,3	UN	253,79
F et P Adapt libre standard 114,3	UN	176,63

DN 150

F et P Acier Revêtu 150	ML	66,83
F et P Bride uni Acier 150	UN	205,40
F et P Virole acier 150	UN	207,99
F et P Courbe Vallourec 150	UN	216,28
F et P Réduction Acier 168,3	UN	183,71
F et P Fond bombé Vallourec 168,3	UN	84,55
F et P Bride plate GN25 acier 150 aies 168,3	UN	215,14
F et P Bride tourn. GN10 acier 150 aies 168,3	UN	60,17
F et P Collet à souder 150 aies 168,3	UN	107,21
F et P Bride coller GN10 acier 150	UN	70,04
F et P Adapt autob TB 168,3	UN	358,12

DN 200

F et P Acier Revêtu 219	ML	76,36
F et P Bride uni Acier 219,1	UN	304,20
F et P Virole acier 200	UN	258,50
F et P Courbe Vallourec 219	UN	330,49
F et P Réduction Acier 219,1	UN	248,70
F et P Fond bombé Vallourec 219	UN	112,97
F et P Bride plate GN25 acier 200 aies 219,1	UN	273,44
F et P Bride tourn. GN10 acier 200 aies 219,1	UN	180,64



FOURNITURE et POSE ACIER	Unité	PRIX UNITAIRES HT
--------------------------	-------	-------------------

F et P Collet à souder 200 aies 219,1	UN	132,03
F et P Adapt fibre standard 219,10	UN	280,24

DN 250

F et P Acier Revêtu 273	ML	98,98
F et P Bride uni Acier 273	UN	434,29
F et P Virole acier 250	UN	329,09
F et P Courbe Vallourec 273	UN	470,64
F et P Réduction Acier 273	UN	319,72
F et P Fond bombé 250/273	UN	151,43
F et P Bride plate GN25 acier 250 aies 273	UN	378,99
F et P Bride tourn. GN10 acier 250 aies 273	UN	135,24
F et P Collet à souder 250 aies 273	UN	193,57
F et P Adapt fibre standard 273	UN	349,80

DN 300

F et P Acier Revêtu 323,9	ML	113,98
F et P Bride uni Acier 323,9	UN	461,02
F et P Virole acier 300	UN	390,96
F et P Courbe Vallourec 323,9	UN	637,66
F et P Bride plate GN25 acier 300 aies 323,9	UN	541,84
F et P Bride tourn. GN10 acier 300 aies 323,9	UN	150,62
F et P Collet à souder 300 aies 323,9	UN	255,38
F et P Adapt fibre standard 323,9	UN	407,26

DN 355

F et P Acier Revêtu 355	ML	142,18
F et P Bride uni Acier 350	UN	421,61
F et P Virole acier 350	UN	574,78
F et P Courbe Vallourec 350	UN	1004,32
F et P Bride plate GN25 acier 350 aies 355,6	UN	894,02

DN 400

F et P Acier Revêtu 406	ML	194,30
F et P Bride uni Acier 406,4	UN	649,13
F et P Virole acier 400	UN	604,77
F et P Courbe Vallourec 400	UN	1311,39
F et P Bride plate GN25 acier 400 aies	UN	1194,28
F et P Bride tourn. GN10 acier 400 aies 406,4	UN	369,39

DN 500

F et P Acier Revêtu 508	ML	254,24
F et P Virole acier 500	UN	882,08
F et P Bride plate GN25 acier 500 aies 508	UN	1590,80



Fourniture et pose APPAREILS REGULATION	Unité	PRIX UNITAIRES HT
---	-------	-------------------

RV DN 40

F et P Robinet Vanne OCA 40mm	UN	251,06
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 40	UN	212,91
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 40	UN	359,43

RV DN60

F et P Robinet Vanne OCA 60mm	UN	293,91
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 60	UN	241,37
F et P Robinet vanne Extra plat FAH 60	UN	376,14
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 60	UN	343,29

RV DN65

F et P Robinet Vanne OCA 65mm	UN	230,13
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 65	UN	223,96

RV DN80

F et P Robinet Vanne OCA 80mm	UN	329,14
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 80	UN	265,31
F et P Robinet vanne Extra plat FAH 80	UN	452,44
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 80	UN	486,11

RV DN100

F et P Robinet Vanne OCA 100mm	UN	367,05
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 100	UN	271,10
F et P Robinet vanne Extra plat FAH 100	UN	430,33
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 100	UN	567,98

RV DN125

F et P Robinet Vanne OCA 125mm	UN	480,34
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 125	UN	397,47
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 125	UN	721,28

RV DN150

F et P Robinet Vanne OCA 150mm	UN	593,63
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 150	UN	397,97
F et P Robinet vanne Extra plat FAH 150	UN	556,71
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 150	UN	729,88

RV DN200

F et P Robinet Vanne OCA 200mm	UN	888,02
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 200	UN	549,34
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 200	UN	1318,97

RV DN250

F et P Robinet Vanne OCA 250mm	UN	996,84
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 250	UN	862,29
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 250	UN	1743,84

RV DN300

F et P Robinet Vanne OCA 300mm	UN	1456,36
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 300	UN	1429,75
F et P Robinet vanne Hte pres FAH PN 25 300	UN	2670,46

RV DN350

F et P Robinet Vanne OCA 350mm	UN	2774,29
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 350	UN	2725,45

RV DN400

F et P Robinet Vanne OCA 400mm	UN	4155,86
F et P Robinet vanne OCA Méplat FAH 400	UN	4067,81

MONOSTAB DN60

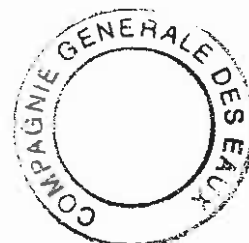
F et P Bloc Monostab aval PN 16 60	UN	1231,08
------------------------------------	----	---------

MONOSTAB DN80

F et P Bloc Monostab aval PN 16 80	UN	1519,51
------------------------------------	----	---------

MONOSTAB DN100

F et P Bloc Monostab aval PN 16 100	UN	1770,42
-------------------------------------	----	---------



MONOSTAB DN150

F et P Bloc Monostab aval PN 16 150	UN	2696,17
-------------------------------------	----	---------

VIDANGES ET VENTOUSES

F et P ventouse ou vidange de 27	UN	344,56
F et P vidange de 40	UN	383,06
F et P Micro ventouse 20-27	UN	373,35
F et P ventouse automatique DN 40/60 PN16	UN	636,29
F et P ventouse automatique DN 60/65 PN25	UN	1171,23



Fourniture et pose pièces et raccords divers	Unité	PRIX UNITAIRES HT

MANCHONS DE REPARATION

Manchon répar inox 1 bande PL41 43	UN	49,18
Manchon répar inox 1 bande PL48 50	UN	51,87
Manchon répar inox 1 bande PL52 58	UN	42,25
Manchon répar 2 Pièces PL57 60	UN	59,95
Manchon répar 3 Pièces PL59 70	UN	49,82
Manchon répar inox 1 bande PL60 67	UN	55,52
Manchon répar inox 1 bande PL67 74	UN	45,21
Manchon répar inox 1 bande PL70 77	UN	51,26
Manchon répar inox 1 bande PL76 83	UN	50,58
Manchon réparation inox 1 bande PL82 90 RS1	UN	30,96
Manchon réparation inox 2 bandes PL88 110	UN	73,96
Manchon réparation inox 1 bande PL96 103 RS1	UN	23,53
Manchon réparation 2 pièces PL98 102	UN	117,13
Manchon réparation inox 1 bande PL98 108	UN	48,07
Manchon répar inox 1 bande PL100 110 RS1	UN	47,21
Manchon réparation inox 2 bandes PL108 128	UN	82,65
Manchon répar inox 1 bande PL114 124 RS1	UN	34,70
Manchon répar inox 2 bandes PL114 135 RS2	UN	35,69
Manchon répar inox 1 bande PL125 135 RS1	UN	50,04
Manchon répar 3 pièces PL130 160	UN	140,43
Manchon répar inox 2 bandes PL138 160 RS2	UN	154,50
Manchon répar inox 2 bandes PL139 160	UN	96,25
Manchon répar inox 1 bande PL140 150 RS1	UN	72,52
Manchon répar inox 1 bande PL167 177 RS1	UN	49,22
Manchon rép inox 2 bandes PL167 177	UN	126,74
Manchon de répar inox 2 bandes PL168 189	UN	94,54
Manchon répar inox 1 bandes PL193 203 RS1	UN	61,50
Manchon répar inox 2 bandes PL216 238	UN	128,05
Manchon répar inox 1 bande PL270 280	UN	188,92
Manchon répar inox 2 bandes PL324 344	UN	345,71
Manchon répar inox 2 bandes PL525 545	UN	665,17

FOURREAUX

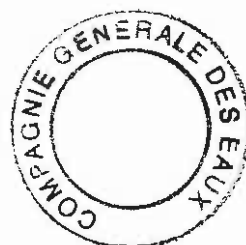
Gaine TPC 50	ML	5,78
Gaine TPC 63	ML	5,99
Gaine TPC 75	ML	6,98
Gaine TPC 90	ML	7,42

JOINT PRESSE ETOUPE POUR RV

Joint presse étoupe vanne 16	UN	22,72
Joint presse étoupe vanne 18	UN	22,72
Joint presse étoupe vanne 20	UN	23,25
Joint presse étoupe vanne 22	UN	24,04
Joint presse étoupe vanne 23	UN	24,18
Joint presse étoupe vanne 24	UN	25,10
Joint presse étoupe vanne 25	UN	26,16
Joint presse étoupe vanne 26	UN	26,68
Joint presse étoupe vanne 27	UN	27,61
Joint presse étoupe vanne 28	UN	28,27
Joint presse étoupe vanne 29	UN	28,93
Joint presse étoupe vanne 30	UN	29,72
Joint presse étoupe vanne 31	UN	31,71
Joint presse étoupe vanne 32	UN	32,76
Joint presse étoupe vanne 33	UN	34,61
Joint presse étoupe vanne 34	UN	36,33
Joint presse étoupe vanne 35	UN	37,52
Joint presse étoupe vanne 40	UN	66,05
Joint presse étoupe vanne 42	UN	72,66
Joint presse étoupe vanne 44	UN	86,40
Joint presse étoupe vanne 48	UN	97,89
Joint presse étoupe vanne 50	UN	108,99
Joint presse étoupe vanne 55	UN	127,08
Joint presse étoupe vanne 60	UN	135,41

TIGE DE RALLONGE, B à C, VOLANTS DE RV

Tige rallonge	UN	132,42
---------------	----	--------



Bouche à Clé type chaussée	UN	54,32
----------------------------	----	-------

Bouche à Clé type trottoir	UN	25,30
tube allonge	UN	13,35
couvelle de centrage	UN	14,64
Volant vanne carré 30x30 DN 315	UN	17,37

APPAREILLAGES DE VOIRIE

Borne fontaine bouton/côtié DN 20	UN	959,84
Borne fontaine incongelable volant DN 20 N°3	UN	1223,16
Coffre borne fontaine volant DN 20	UN	189,86
Porte borne fontaine volant DN 20	UN	171,19
Borne Puisage DN 40	UN	1509,35
Borne Puisage DN 80	UN	1337,80
Clé de bouche d'arrosage 40	UN	28,86
Bouche rectangulaire d'arrosage lavage 40	UN	343,90
Bouche ovale arrosage lavage 40	UN	217,29
Bouche rectang arrosage lavage non incongel 40	UN	233,19
Bouche ovale d'arrosage lavage non Incongel 40	UN	275,64
Boîte à raccord bouche d'arrosage	UN	75,74
Vis de manoeuvre bouche d'arrosage	UN	8,30
Bouche incendie incongel D65 ADM60	UN	359,77
Bouche inc non incongel D100 prise Keiser	UN	421,68
Arceau protection poteau d'incendie	UN	104,33
poteau incendie 65 mm	UN	670,55
poteau incendie 100 mm	UN	1053,42
1/2 porte poteau incendie 65 ou 100	UN	94,09
Socle poteau d'incendie 65 ou 100	UN	136,04
Esse réglage 65	UN	70,66
Esse réglage 100	UN	103,38

SUPPORTS

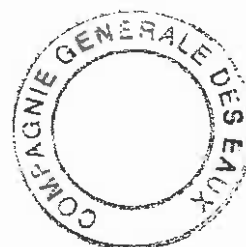
Support conduite 60	UN	53,34
Support conduite 80	UN	63,45
Support conduite 100	UN	68,98
Support conduite 150	UN	77,57
Support conduite 200	UN	80,63
Support conduite 250	UN	97,68
Support conduite 300	UN	101,37
Support conduite 350	UN	116,70

COLLIERS OBTURATION

Collier obturation 40 percé +bouchon	UN	17,84
Collier obturation 60 percé +bouchon	UN	19,96
Collier obturation 80 percé +bouchon	UN	20,48
Collier obturation 100 percé +bouchon	UN	21,89
Collier obturation 125 percé +bouchon	UN	18,07
Collier obturation 150 percé +bouchon	UN	25,15
Collier obturation 175 fonte	UN	16,59
Collier obturation 200 percé +bouchon	UN	28,67
Collier obturation 250 fonte	UN	23,05
Collier obturation 300 fonte	UN	26,86
Collier obturation 350 fonte	UN	29,67
Collier obturation 400 fonte	UN	31,82
Collier obturation 450 fonte	UN	28,20
Collier obturation 500 fonte	UN	40,54
Collier obturation 600 fonte	UN	49,16

RACCORDS PETIT DIAMETRE

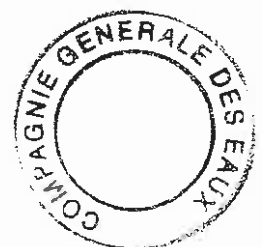
Raccord droit 20 mm	UN	9,71
Raccord droit 25 mm	UN	17,30
Raccord droit 32 mm	UN	20,60
Raccord droit 40 mm	UN	32,61
Raccord droit 50 mm	UN	39,60
Raccord droit 63 mm	UN	55,21
Raccord droit 75 mm	UN	88,26
Raccord droit 90 mm	UN	97,73
Raccord droit 110 mm	UN	116,15
Raccord droit 125 mm	UN	202,22
Raccord droit 160 mm	UN	237,70
		0,00



Coude 20 mm	UN	12,94
Coude 25 mm	UN	17,65

Coude 32 mm	UN	24,71
Coude 40 mm	UN	33,08
Coude 50 mm	UN	40,90
Coude 63 mm	UN	50,01
Coude 75 mm	UN	94,52
Coude 90 mm	UN	113,29
Coude 110 mm	UN	133,51

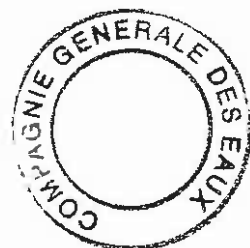
Té 25 mm	UN	25,88
Té 32 mm	UN	28,88
Té 40 mm	UN	44,31
Té 50 mm	UN	64,25
Té 63 mm	UN	67,84



Divers	Unité	PRIX UNITAIRES
DIVERS		
Mise en chantier	UN	111,73
Etablissement passage pour véhicules	UN	127,69
Etablissement passage pour piétons	UN	63,85
Barriérage chantier y compris panneaux de signalisation	UN	798,07
Pose et dépose feux de signalisation	UN	0,00
Location feux de signalisation par jour	UN	446,92
		39,90

DEPENSE CONTROLEE

Heure utilisation véhicule léger	UN	3,28
Heure utilisation camionnette	UN	6,39
Heure utilisation camion	UN	7,34
Heure plombier	UN	27,19
Heure aide plombier	UN	24,02
Heure inspecteur	UN	32,59
Amortissement machine prise en charge	UN	39,90
majorations pour heures de nuit et jours fériés	%	15,96



Terrassements & Génie Civil	Unité	PRIX UNITAIRES HT
-----------------------------	-------	-------------------

DECOUPE A LA SCIE

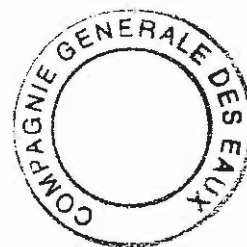
Découpe scie de 5 à 15cm	UN	6,03
Découpe scie >15cm	UN	12,00

TRANCHEE TERRE

Tranchée terre 20 40 profondeur 80	ML	31,94
Tranchée terre à la main 20 40 profondeur 80	ML	40,40
Tranchée terre 60 profondeur 80	ML	33,02
Tranchée terre à la main 60 profondeur 80	ML	41,77
Tranchée terre 80 profondeur 80	ML	33,73
Tranchée terre à la main 80 profondeur 80	ML	42,67
Tranchée terre 100 profondeur 80	ML	34,39
Tranchée terre à la main 100 profondeur 80	ML	43,50
Tranchée terre 150 profondeur 80	ML	37,33
Tranchée terre à la main 150 profondeur 80	ML	47,22
Tranchée terre 200 profondeur 80	ML	39,58
Tranchée terre à la main 200 profondeur 80	ML	50,07
Tranchée terre 250 profondeur 80	ML	44,97
Tranchée terre à la main 250 profondeur 80	ML	56,89
Tranchée terre 300 profondeur 80	ML	54,30
Tranchée terre à la main 300 profondeur 80	ML	68,69
Tranchée terre 350 profondeur 80	ML	64,04
Tranchée terre à la main 350 profondeur 80	ML	81,01
Tranchée terre 400 profondeur 80	ML	71,00
Tranchée terre à la main 400 profondeur 80	ML	89,61
Tranchée terre 500 profondeur 80	ML	86,36
Tranchée terre à la main 500 profondeur 80	ML	109,25
Tranchée terre 20 40 profondeur 120	ML	46,90
Tranchée terre à la main 20 40 profondeur 120	ML	59,33
Tranchée terre 60 profondeur 120	ML	47,99
Tranchée terre à la main 60 profondeur 120	ML	60,70
Tranchée terre 80 profondeur 120	ML	48,70
Tranchée terre à la main 80 profondeur 120	ML	61,60
Tranchée terre 100 profondeur 120	ML	49,36
Tranchée terre à la main 100 profondeur 120	ML	62,43
Tranchée terre 150 profondeur 120	ML	54,22
Tranchée terre à la main 150 profondeur 120	ML	68,59
Tranchée terre 200 profondeur 120	ML	56,48
Tranchée terre à la main 200 profondeur 120	ML	71,45
Tranchée terre 250 profondeur 120	ML	63,09
Tranchée terre à la main 250 profondeur 120	ML	79,81
Tranchée terre 300 profondeur 120	ML	74,86
Tranchée terre à la main 300 profondeur 120	ML	94,70
Tranchée terre 350 profondeur 120	ML	86,97
Tranchée terre à la main 350 profondeur 120	ML	110,02
Tranchée terre 400 profondeur 120	ML	95,15
Tranchée terre à la main 400 profondeur 120	ML	120,37
Tranchée terre 500 profondeur 120	ML	112,91
Tranchée terre à la main 500 profondeur 120	ML	142,83

PLUS- ET MOINS-VALUE TRANCHEE - ÉTAIEMENT

PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN40 à 100	UN	4,67
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN40 à 100	UN	5,91
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN150	UN	5,11
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN150	UN	6,46
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN200	UN	5,11
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN200	UN	6,46
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN250	UN	5,36
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN250	UN	6,79
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN300	UN	5,57
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN300	UN	7,05
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN350	UN	5,80
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN350	UN	7,33
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN400	UN	6,05
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN400	UN	7,66
PV/dm prof.tranch. 1m20 à 2m DN500	UN	6,65
PV/dm prof.tranch. à la main 1m20 à 2m DN500	UN	8,42
PV/dm prof.tranch. +2m DN40 à 100	UN	6,46
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN40 à 100	UN	8,17



PV/dm prof.tranch. +2m DN150	UN	6,94
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN150	UN	8,78
PV/dm prof.tranch. +2m DN200	UN	6,94
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN200	UN	8,78
PV/dm prof.tranch. +2m DN250	UN	7,02
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN250	UN	8,87
PV/dm prof.tranch. +2m DN300	UN	7,11
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN300	UN	8,99
PV/dm prof.tranch. +2m DN350	UN	7,21
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN350	UN	9,12
PV/dm prof.tranch. +2m DN400	UN	7,32
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN400	UN	9,25
PV/dm prof.tranch. +2m DN500	UN	7,44
PV/dm prof.tranch. à la main +2m DN500	UN	9,41
PV dm2 sur largeur -2m	UN	0,52
PV dm2 à la main sur largeur -2m	UN	0,66
PV dm2 sur largeur +2m	UN	0,60
PV dm2 à la main sur largeur +2m	UN	0,76
MV par dm2 de section	UN	0,52
MV par dm2 de section à la main	UN	0,66
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 40 à 100	UN	4,67
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 40 à 100	UN	5,91
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 150	UN	5,11
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 150	UN	6,46
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 200	UN	5,11
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 200	UN	6,46
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 250	UN	5,36
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 250	UN	6,79
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 300	UN	5,57
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 300	UN	7,05
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 350	UN	5,80
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 350	UN	7,33
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 400	UN	6,05
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 400	UN	7,66
MV/dm prof.tranch. -1m20 DN 500	UN	6,65
MV/dm prof.tranch. à la main -1m20 DN 500	UN	8,42
Plus-value étalement 20-40 longueur > 10m	ML	10,76
Plus-value étalement 20-40 longueur < ou = 10m	ML	13,61
Plus-value étalement 60-150 longueur > 10m	ML	24,23
Plus-value étalement 60-150 longueur < ou = 10m	ML	30,65
Plus-value étalement 200 longueur > 10m	ML	24,63
Plus-value étalement 200 longueur < ou = 10m	ML	31,16
Plus-value étalement 200-300 longueur > 10m	ML	25,27
Plus-value étalement 200-300 longueur < ou = 10m	ML	31,97
Plus-value étalement 350-400 longueur > 10m	ML	50,50
Plus-value étalement 350-400 longueur < ou = 10m	ML	63,89
Plus-value étalement 500 longueur > 10m	ML	51,30
Plus-value étalement 500 longueur < ou = 10m	ML	64,89

TRANSPORT DECHARGE

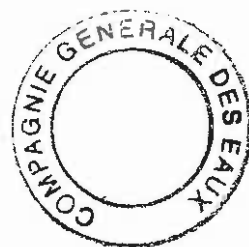
Transport déblais à la décharge	M3	38,70
Tri et transport enrobé à la décharge	M2	9,58

DEMOLITION CHAUSSEE

Démol. chaussée empierrée goudron+remblai	M2	14,57
Démol. à la main chaussée empierrée goudron+remblai	M2	18,43
Démolition enrobé chaud + béton	M2	38,31
Démolition à la main enrobé chaud + béton	M2	48,46
Démolition revêtement béton vibré	M2	44,01
Démolition à la main revêtement béton vibré	M2	55,68

DEMOLITION CANIVEAU TROTTOIR

Démolition caniveau ciment	M2	25,75
Démolition à la main caniveau ciment	M2	32,57
PV au cm supérieur ou inférieur 20	UN	1,29
PV au cm supérieur ou inférieur 20 à la main	UN	1,63
Démolition trottoir	M2	8,62
Démolition à la main trottoir	M2	10,91
Démolition trottoir redsphaît	M2	44,01
Démolition à la main trottoir redsphaît	M2	55,68



Percement mur 30 cm	UN	24,25
Percement à la main mur 30 cm	UN	30,67
PV perçement mur 30 à 50	UN	7,03
PV perçement à la main mur 30 à 50	UN	8,89
PV perçement mur 50 à 100	UN	9,84
PV perçement à la main mur 50 à 100	UN	12,45
Percement béton armé 30	UN	33,17
Percement à la main béton armé 30	UN	41,96
PV perçement béton armé 30 à 50	UN	10,54
PV perçement à la main béton armé 30 à 50	UN	13,34
PV perçement béton armé 50 à 100	UN	14,76
PV perçement à la main béton armé 50 à 100	UN	18,68
Démontage socle 40 à 150	UN	12,89
Démontage à la main socle 40 à 150	UN	16,30
Démontage socle 200	UN	16,31
Démontage à la main socle 200	UN	20,63
Démontage socle 250	UN	20,37
Démontage à la main socle 250	UN	25,77
Démontage socle 300	UN	24,97
Démontage à la main socle 300	UN	31,58
Démontage socle 350	UN	29,38
Démontage à la main socle 350	UN	37,17
Démontage socle 400	UN	29,38
Démontage à la main socle 400	UN	37,17
Démontage socle 500	UN	33,89
Démontage à la main socle 500	UN	42,87
Entaille maçon +raccord jusqu'à 100	ML	32,12
Entaille à la main maçon +raccord jusqu'à 100	ML	40,63
Entaille maçon +raccord 150 à 200	ML	45,74
Entaille à la main maçon +raccord 150 à 200	ML	57,86
Entaille maçon +raccord 250 à 300	ML	62,22
Entaille à la main maçon +raccord 250 à 300	ML	78,71

PLUS-VALUE DEMOLITION

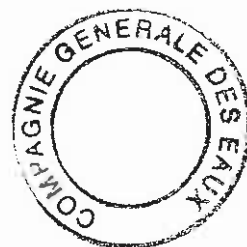
PV démolition roche	M3	35,75
PV démolition à la main roche	M3	45,23
PV démolition béton	M3	52,13
PV démolition à la main béton	M3	65,94
PV démolition maçonnerie	M3	35,75
PV démolition à la main maçonnerie	M3	45,23
Découpe bordure trottoir	UN	20,28
Découpe à la main bordure trottoir	UN	25,66
Démolition trottoir ciment 15cm	M2	20,18
Démolition à la main trottoir ciment 15cm	M2	25,53

REMBLAIS

Fourniture sable tout venant	M3	33,21
Fourniture tout venant stabilisé	M3	44,91

TASSEAUX - SOCLES

Massif appareils (béton centrale)	UN	15,77
Massif appareils (béton coulé sur place)	UN	19,95
Tasseau butée diam. 40 à 150 (béton centrale)	UN	41,67
Tasseau butée diam. 40 à 150 (béton coulé sur place)	UN	52,71
Tasseau butée diam. 200 (béton centrale)	UN	47,14
Tasseau butée diam. 200 (béton coulé sur place)	UN	59,63
Tasseau butée diam. 250 (béton centrale)	UN	55,22
Tasseau butée diam. 250 (béton coulé sur place)	UN	69,85
Tasseau butée diam. 300 (béton centrale)	UN	62,73
Tasseau butée diam. 300 (béton coulé sur place)	UN	79,35
Tasseau butée diam. 350 (béton centrale)	UN	69,67
Tasseau butée diam. 350 (béton coulé sur place)	UN	88,13
Tasseau butée diam. 400 (béton centrale)	UN	78,35
Tasseau butée diam. 400 (béton coulé sur place)	UN	99,12
Tasseau butée diam. 500 (béton centrale)	UN	91,65
Tasseau butée diam. 500 (béton coulé sur place)	UN	115,94
Scellement bouche arrosage	UN	35,42
Coffrage béton armé	M²	99,80
Ferraillage	Kg	204,73
Coffrage	M²	49,90



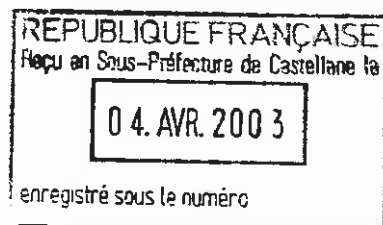
Béton butée 250 Kg	M3	247,07
Béton Ouvrage 350 Kg	M3	265,41
Béton tranchée 150 Kg	M3	199,89
Béton tranchée 250 Kg	M3	208,85
Fourniture et mise en place bloc béton	M²	30,02
Enduit dressé 2 cm	M²	32,62
Dressement enduit	M²	10,67

REFECTION CHAUSSEE

Réfection trottoir ciment	M²	76,54
Réfection caniveau ciment	M²	76,54
Réfection enrobé à froid 3 cm	M²	9,98
Réfection enrobé à froid 5 cm	M²	16,26
Réfection enrobé à froid 10 cm	M²	31,96
PV ou MV par cm épaisseur enrobé froid	M²	3,14
Réfection enrobé à froid rouge 3 cm	M²	16,07
Réfection enrobé à froid rouge 5 cm	M²	26,18
Réfection enrobé à froid rouge 10 cm	M²	51,46
PV ou MV par cm épaisseur enrobé froid rouge	M²	5,06
Dressement nivellement sol	M²	8,13
Réfection enrobé chaud 10cm 10 à 20M²	M²	96,45
Réfection enrobé chaud 10cm 20 à 50M²	M²	83,14
Réfection enrobé chaud 10cm 50 à 100M²	M²	67,49
Réfection enrobé chaud 10cm + 100M²	M²	46,55
Rabotage	M2	19,15
Coulis bitumineux élastomère	M	1,87
F et P Remblai liquide auto compactant	M3	109,34
PV par cm épaisseur enrobé chaud	M²	3,61
MV par cm épaisseur enrobé chaud	M²	3,61
Réfection enrobé chaud rouge 10cm 0 à 20M²	M²	155,29
PV par cm épaisseur enrobé chaud rouge	M²	5,81
MV par cm épaisseur enrobé chaud rouge	M²	5,81

BLOC CHAMBRE DE DETENTE

Chambre de détente de 60 à 100mm	UN	3881,16
Chambre de détente de 150 à 200mm	UN	5029,55



Jacques Brel

Le Directeur Régional,

Philippe YVON



COMMUNE DE SAINT-ANDRE LES ALPES

BORDEREAU DES PRIX DE TRAVAUX (valeur au 01/04/03)

2° BRANCHEMENTS

PRIX en EUROS HORS TAXES

Libellé	Unité	prix unitaires
Travaux de prise en charge:		
Prise en charge pour brt 20/30 y compris terrassement et réfection	UN	467,35
Prise en charge pour brt 40 y compris terrassement et réfection	UN	662,08
Prise en charge (manchonage) brt 40 y compris terrassement et réfection	UN	1361,19
Prise en charge (manchonage) brt 60 y compris terrassement et réfection	UN	1687,12
Prise en charge en tranchée ouverte pour brt 20 ou 30	UN	267,67
Canalisations pour branchement:		
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, hors voies circulation, Branchement 20/30, terrain normal	ML	58,58
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, hors voies circulation, Branchement 40, terrain normal	ML	65,28
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, hors voies circulation, Branchement 60, terrain normal	ML	81,24
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, Branchement 20/30, terrain moyen avec rocher	ML	86,51
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, Branchement 40, terrain moyen avec rocher	ML	93,21
Fourniture et pose de polyéthylène bande bleue, Branchement 60, terrain moyen avec rocher	ML	109,18
Pose polyéthylène bande bleue en tranchée ouverte, Branchement 20/30	ML	15,32
Pose polyéthylène bande bleue en tranchée ouverte, Branchement 40	ML	22,03
Pose polyéthylène bande bleue en tranchée ouverte, Branchement 60	ML	37,99
Réfection de voirie:		
Revêtement chaussée à chaud ép. 5 à 6 cm/ml (de 0 à 5ml)	ML	76,61
Revêtement chaussée à chaud ép. 5 à 6 cm/ml (+ de 5ml)	ML	60,81
Revêtement chaussée à froid ép. 5 à 7 cm le ml	ML	31,12
Revêtement redsphalt 2 cm et forme béton 10 cm	ML	76,61
Revêtement trottoir/caniveau le ml	ML	60,81
Compteurs, rails de pose, équipements antipollution et niches:		
Vérification compteur	UN	40,54
Fourniture et pose rail antipollution 15 D/E	UN	63,21
Fourniture et pose rail antipollution 15 inviolable	UN	68,63
Fourniture et pose rail antipollution 20 D/E	UN	79,97
Fourniture et pose rail antipollution 20 inviolable	UN	85,55
Fourniture et pose du verrou seul pour robinet 15 et 20	UN	9,58
Porte verrou	UN	6,38
PV piquage bloc compteur 15/20 pour arrosage	UN	123,06
Fourniture et pose rail antipollution 30 + clapet	UN	178,93
Fourniture et pose rail antipollution 40 + clapet	UN	234,47
Fourniture compteur 15 mm	UN	45,65
Fourniture compteur 20 mm	UN	52,03
Fourniture compteur 30 mm	UN	136,31
Fourniture et pose compteur 40 mm	UN	191,70
Fourniture et pose compteur 50 mm	UN	346,36
Pose compteur 15 mm sur installation existante	UN	43,42
Pose compteur 20 mm sur installation existante	UN	44,05
Pose compteur 30 mm sur installation existante	UN	79,65
	UN	86,19

Pose compteur 40 et 50 mm sur installation existante	UN	49,00
Remplacement robinet sphérique avant Cr 15 D/E	UN	57,46
Remplacement robinet sphérique avant Cr 20 D/E	UN	85,71
Remplacement robinet sphérique avant Cr 30 D/E	UN	105,50
Remplacement robinet sphérique avant Cr 40 D/E	UN	65,44
Remplacement robinet sphérique après Cr 15 D/E	UN	85,23
Remplacement robinet sphérique après Cr 20 D/E	UN	102,63
Fourniture cadre et porte de niche Alu	UN	119,07
Fourniture niche MM ISO 600	UN	150,98
Fourniture et pose niche MM sur socle existant	UN	198,56
Fourniture niche GM ISO 800	UN	238,46
Fourniture et pose niche GM sur socle existant	UN	47,88
Remplacement porte niche MM	UN	18,39
clapet antipollution 15 mm	UN	24,85
clapet antipollution 20 mm	UN	44,28
clapet antipollution 30 mm	UN	74,31
clapet antipollution 40 mm	UN	114,44
Porte et cadre niche GM	UN	144,77
Regard télesc. compteur PE25 HT41-51	UN	161,67
Regard télesc. compteur PE32 HT41-51	UN	44,63
Détendeur pression FF 16b 15mm	UN	183,84
Détendeur pression FF>25b 15mm	UN	49,84
Détendeur pression FF 16b 20mm	UN	215,17
Détendeur pression FF>25b 20mm	UN	2,11
raccord laiton 3/8 mm	UN	2,70
raccord laiton 1/2 mm	UN	3,88
raccord laiton 3/4 mm	UN	5,85
raccord laiton 1 P mm	UN	8,56
raccord laiton 1 P 4 mm	UN	13,18
raccord laiton 1 P 2 mm	UN	22,23
raccord laiton 2 P mm	UN	42,30
raccord laiton 2 P2 mm	ML	8,19
Bande uni PE 100	ML	14,10
Ruban Plyvil 50	ML	22,74
Bande Denso 50	ML	24,41
Bande Polyken 930 10cm	ML	0,32
587: Grillage Signalisation		
Travaux et prestations diverses:	Forfait	90,34
Travaux de maçonnerie pour scellement abri compteur comprenant le calfeutrage de l'encastrement au mortier de ciment et la reprise de l'enduit ordinaire sur une largeur sphérique maximum de 10 cm et sur la saignée	ML	49,32
Saignée dans mur et reprise enduit ordinaire	UN	385,31
Suppression prise sur chaussée goudronnée à chaud	UN	37,83
Frais décharge déblais évacués forfait par brt < 3 m	ML	6,54
PV frais décharge déblais évacués par ml supplémentaire	UN	136,31
Mise en place feux tricolores y compris pose et dépose	J	49,32
PV mise en place feux tricolores par jour supplémentaire	J	180,68
Pilotage manuel (la journée d'une personne)	UN	22,98
Mise en place de panneaux réglementant le stationnement : le panneau par jour		
Toutes les autres prestations spécifiques seront facturées en dépenses contrôlées		

Le Directeur Régional de la Compagnie Générale des Eaux

P. YVON

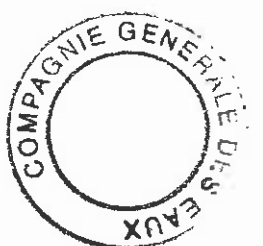


REPUBLIQUE FRANÇAISE
Hôtel en Sous-Préfecture de Castellane la

0 4. AVR. 200 3

registre sous le numéro

Compagnie Générale des Eaux
Saint-André-les-Alpes Eau Potable : HYPOTHESES CROISSANCE DES ASSIETTES



Croissance de la population

1,00%

Evolution du nombre d'abonnés et des volumes

Année	Référence	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	Moyenne sur la période 2003/2015
Nombre abonnés	619	625	631	638	644	651	657	664	670	677	684	691	698	704	661
Volumes facturés	89 024	89 914	90 813	91 722	92 639	93 565	94 501	95 446	96 400	97 364	98 338	99 321	100 314	101 318	95 049

COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LES-ALPES
PRODUITS FERMIER
Service d'eau potable

Année moyenne, en euro H.T. valeur 1/04/2003

Vente d'eau :

Primes fixes mensuelle

Compteur	Nombre	Prix unitaire HT	Produits mensuels HT
15	634	2	1 267 €
20	21	6	125 €
25 et 30	0	6	0 €
40	3	10	33 €
60 et 65	3	20	66 €
80	0	40	0 €
100	0	60	0 €
150	0	140	0 €
	<u>661</u>		<u>1 490 €</u>

Recette annuelle correspondante : 17 880 €

m3 vendus :

65 049	m3 à (€)	0,5761	43 474 €
30 000	m3 à (€)	0,2000	

Recette annuelle correspondante : 43 474 €

arrondi à : 43 500 €

Travaux à titre exclusif :

2 000 €

Produits accessoires :

Frais d'accès au service 10/an x40 € = 400 €

Frais de fermeture / ouverture sur impayés 460 €
 10 coupures par an

860 €

TOTAL DES PRODUITS FERMIER :

64 240 €



COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LES-ALPES
COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL
Service d'eau potable

Année moyenne
Euro H.T. valeur du 1/04/2003

Produits fermier (voir détail joint) 64 240 €

Charges d'exploitation (voir détail joint) 62 023 €

Résultat brut avant IS	2 217 €
-------------------------------	----------------

soit, en pourcentage des produits : 3,5%



COMMUNE de SAINT-ANDRE-LES-ALPES
CHARGES D'EXPLOITATION - Service d'eau potable

Année moyenne valeur au 1/04/2003

		Total euro
1 - Charges Techniques		
	Personnel	28 000
	Energie	2 800
	Produits de traitement	115
	Analyses	1 800
	Sous-traitance	2 800
	Autres achats	400
	Véhicules et frais de déplacement	3 000
	Informatique	100
2 - Charges Calculées		
	Garantie de renouvellement fonctionnel	828
	- Electromécanique Stations	1 524
	- Branchements	2 443
	- Poste de chloration et surpresseur	3 656
	Redevance utilisation compteurs	
3 - Gestion des Abonnés		
	Personnel clientèle, enquête terrain et traitement	4 250
	Frais de gestion des abonnés (CSC et facturation)	3 626
4 - Divers		
	Frais de poste et télécommunication	650
	Locaux et assurances	551
	Impôts et taxes	2 526
5 - Autres Charges		
	Non valeurs	
Sous-total		59 069
6 - Charges de Structure		
	Charge de structures	2 953
TOTAL		62 023

COMMUNE de SAINT-ANDRE-LES-ALPES
Service d'eau potable
Plan prévisionnel de renouvellement

Station des Iscle du verdon	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
Transformateur 100KVA				8 829									8 829
Enregistreur de niveau puits		1 109											1 109
Branchements Eau Potable													
1 unité par an	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	18 084
TOTAL	1 524	1 524	1 524	10 353	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	20 302

Electromécanique :
 Branchement:

828
 1 524

Commune de Saint-André-les-Alpes
Programme d'investissement à la charge de la CGE
Service eau potable

Poste à chlore du Réservoir de Saint Jean et Pompage des Iscles:

20 610 €HT

Poste à chlore:

- 1 chloromètre
- 1 hydroéjecteur
- 1 surpresseur
- 1 cuve pour solution chlorée
- 2 pompes doseuses
- 1 analyseur de résiduel
- 1 coffret de télégestion (type PERAX)
- 1 armoire de commande
- 1 capteur de niveau analogique (niveau réservoir)
- mise en sécurité de l'installation (ouverture et effraction porte et capot regard)

Pompage:

- 1 capteur de niveau analogique (niveau puits)
- 1 coffret de télégestion (type PERAX)
- mise en sécurité de l'installation (ouverture et effraction porte et capot regard)

Installation surpresseur:

8 700 €HT

- 1 abri
- 2 surpresseurs avec cuve et régulation
- 1 coffret de télégestion
- branchement EDF
- branchement France Télécom

TOTAL

29 310 €HT

